

Les guerres d'Ukraine : conflits, enjeux et bouleversements géopolitiques

Category: 2022-2025 : Guerre en Ukraine, Actualités, Cybercriminalité, Intelligence économique, Renseignement

5 mars 2025



Au-delà de l'invasion du 24 février 2022, les guerres d'Ukraine s'inscrivent dans une trame historique et stratégique plus vaste, où se croisent droit international, rivalités géopolitiques et reconfiguration des alliances mondiales. Entre lectures multiples et réalités du terrain, ce conflit redéfinit les rapports de force et interroge l'avenir de l'ordre international.

Les guerres d'Ukraine sont aussi multiples que leurs lectures. On sait depuis Montaigne que la géographie commande la vérité. *La Défaite de l'Occident*^[1] d'Emmanuel Todd parle d'un affaiblissement sociologique, religieux et moral de l'Occident. C'est une lecture. Nous serons plus court et tenterons de prévoir les conséquences de l'affrontement. Rien ne commence le 24 février 2022. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une conséquence avant d'être une cause. L'Opération Z ne doit pas cacher la forêt qui précède. Ces guerres viennent de loin. Plusieurs grilles d'interprétations décrivent des événements superposés à d'autres événements. Comme les couches géologiques ces évidences s'accumulent sans s'annuler. Les guerres d'Ukraine interrogent les diplomatie de nos États et de nos entreprises. Des acteurs émergent qui ne pensent pas le monde comme nous.

Le droit international

Le droit international est invoqué par les deux parties. L'Occident dénonce la violation des frontières. L'ONU déplore l'agression commise par la Fédération de Russie contre l'Ukraine en

violation du paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte des Nations unies. L'Organisation « *exige que la Fédération de Russie cesse immédiatement d'employer la force contre l'Ukraine et s'abstienne de tout nouveau recours illicite à la menace ou à l'emploi de la force contre tout État membre.* » On ne peut être plus clair.

La Russie de son côté invoque l'article 51 de la charte des Nations unies qui lui permet après la reconnaissance des Républiques de Donetsk et de Lougansk de répondre à la demande de légitime défense d'États soucieux de mettre fin aux bombardements des populations civiles. En théorie l'argument est recevable. Mais les circonstances sont pour le moins discutables...

Il n'en reste pas moins que le droit international est malmené. Par exemple le non-respect des multiples résolutions de l'ONU dans le conflit israélo palestinien, la contestation par plusieurs pays africains de la justice pénale internationale, les guerres illégales des États-Unis depuis 1945[2] affaiblissent ce même droit international.

Le non-respect des accords de Minsk 1 et Minsk 2 garantis par la France et l'Allemagne conjointement avec l'Ukraine et la Russie dans le format Normandie[3] ne renforce pas le droit international. La chancelière aussi bien que le président français ont reconnu publiquement avoir menti aux Russes pour permettre à l'Ukraine de se réarmer entre 2014 et 2022 afin de reconquérir la Crimée et le Donbass[4].

Savoir que les Russes n'étaient pas dupes, n'oblitere pas l'affaiblissement de la crédibilité occidentale dans le respect des engagements diplomatiques. Le décret présidentiel ukrainien interdisant toute discussion avec le président Poutine ajouté à l'annulation des élections en Ukraine paralysent pour l'instant les solutions diplomatiques.

Les accords d'Istanbul[5] signés le 29 mars 2022 grâce aux démarches du gouvernement israélien et de la présidence turque décrivaient sur 32 pages un accord de cessez-le feu. Une rencontre entre Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine était prévue sous l'égide des Nations Unies. L'Ukraine reconnaissait des droits linguistiques et administratifs aux minorités russophones de l'Est dont elle conservait les territoires. En échange du retrait militaire russe, déjà entamé, elle s'engageait à ne pas intégrer l'OTAN, seconde exigence de Moscou. L'arrivée à Kiev le 8 avril 2022 de Boris Johnson, Premier ministre britannique, encourage un revirement de la partie ukrainienne soutenue par l'Union européenne et les États-Unis[6]. La guerre va se poursuivre.

Cette paix ratée, confirmée par le Premier ministre israélien Naftali Bennett et le président turc Recep Erdogan, offrait une porte de sortie au président Zelensky. Celui-ci avait été élu le 20 mai 2019 avec 73,2% des voix à la suite de sa promesse de finir une guerre civile ayant fait 14 000 morts depuis la destitution du président Ianoukovitch en février 2014, après l'insurrection de Maïdan. Les historiens, en Ukraine et aux États-Unis, débattent du déroulement et du financement de cette révolution de couleur, notamment du rôle de la CIA, du MI 6 et de madame Victoria Nuland, alors sous-secrétaire d'État à l'Eurasie dans la conduite des opérations.

Depuis leur arrivée à la Maison Blanche le président Donald Trump et Robert F. Kennedy Jr ont à plusieurs reprises confirmé cette thèse affirmant que la CIA, avec les fonds dE L'USAID (5 milliards de dollars) a programmé le coup d'État de Maïdan et poussé la Russie à intervenir en Ukraine pour secourir les populations russophones.

L'objectif était comme nous allons le démontrer de s'emparer des richesses et matières premières de l'immense Fédération de Russie à la suite de son effondrement économique. L'échec de cette entreprise démocrate conduit les Républicains à se replier sur le Groenland et Panama, et à taxer l'Union européenne le Canada, le Mexique, la Chine.

L'équilibre de la terreur

Le conflit entre la Russie et les États-Unis n'a pas éclaté pour cause de terreur réciproque. En 2022 les deux puissances renoncent à s'affronter directement. En témoigne l'absence d'interdiction aérienne par les États-Unis et à fortiori par l'OTAN. L'Occident laisse l'aviation russe décapiter celle de l'Ukraine. La partie sur le plan militaire est jouée dès le début malgré les discours sur les plateaux de télévision. Plusieurs raisons expliquent la non-intervention américaine.

Le 24 février 2022 la Russie dispose de forces balistiques, aériennes et sous-marines redoutables. Les vecteurs R-28 *Sarmate*, *Avangard*, *Kinjal*, *Poséidon*, RS-26, R28, *Zircon*, pour ne citer que ceux-là, sont des armes hypervéloques atteignant des vitesses proches des 30 000 km/h. Ils sont également d'une grande précision. Ces vecteurs utilisent les possibilités offertes par la MHD, magnétohydrodynamique^[7] théorisée en France par le physicien Jean-Pierre Petit. Les forces balistiques russes ont accordé de l'importance à ses publications scientifiques.

Le 21 novembre 2024 une attaque conventionnelle à partir de l'un de ces vecteurs l'*Oreshnik* (noisetier) pouvant transporter quatre bombes atomiques a touché le complexe militaro-industriel Iouzhmash à Dnipropetrovsk. La destruction par armes cinétiques de ces installations n'est pas anodine. Il s'agit d'une réponse politique et personnelle adressée au président Joe Biden qui autorisa l'Ukraine le 16 novembre 2024 à tirer 6 missiles ATACMS dans la profondeur du territoire russe^[8].

Pour éviter tout malentendu, le Kremlin prévint les États-Unis avant le lancement du missile en certifiant qu'il ne transporterait pas d'armes nucléaires. Avertissement confirmé le lendemain par la porte-parole du Pentagone. Depuis 1945, les deux puissances n'ont jamais cessé d'utiliser les « canaux de sécurité habituels » afin d'éviter les méprises. Il en fut ainsi lors de la crise des missiles de Cuba en 1962.^[9] Il en va de même dans le monde du renseignement où les dirigeants des deux communautés, russes et américaines, se connaissent et gardent le contact.

La « nuit du noisetier » s'adresse à la France et à la Grande-Bretagne autant qu'aux États-Unis. La Russie montre qu'elle peut à partir d'un missile hypersonique de moyenne portée (5 000 km), atteindre le sol ennemi et surtout le sous-sol avec des armes cinétiques.^[10] En avertissant l'adversaire, elle montre que ses vecteurs sont à l'abri de toute interception. Elle met en avant un souci des populations civiles destiné à la propagande qui impressionne l'opinion.

En ajoutant un échelon conventionnel en amont de la dissuasion nucléaire, la Russie plonge les états-majors de l'OTAN dans une réflexion qu'ils avaient anticipée. Le Pentagone, bien informé, avait déjà retiré son porte-avions de mer Rouge.^[11] La Chine, préoccupée par Taïwan, observe avec envie ce nouvel outil dissuasif. L'Inde, nous le verrons, coopère déjà avec le complexe militaro-industriel russe.

Ironie de l'Histoire, cette dissuasion non-nucléaire d'une portée moyenne a été rendue possible par le président Donald Trump lorsqu'il a dénoncé les traités interdisant ce type de missiles sur le théâtre européen lors de son premier mandat (2019). « La Russie a dû s'adapter » affirme le Kremlin. L'initiative de ces traités et leur dénonciation par les uns ou les autres mérite une étude spécifique tant les propagandes et désinformations entourent le sujet.

Présentée le 13 avril 2018 par le président Poutine devant les députés de la Douma et plusieurs centaines de scientifiques,[\[12\]](#) la panoplie balistique russe dissuade pour l'instant tout belligérant, fussent-ils les États-Unis. Cette technologie intéresse depuis longtemps les BRICS. Le *BrahMos* est un missile de croisière supersonique pouvant être lancé à partir d'un sous-marin, d'un bâtiment de surface, d'un avion ou d'une station terrestre. Développé conjointement par l'Inde et la Russie - qui ont créé à cette fin une société commune, BrahMos Aerospace Private Limited -, il tire son nom du Brahmapoutre, fleuve indien, et de la Moskova, fleuve russe. Sa vitesse de croisière est d'environ Mach 2,5-2,8, ce qui le rend trois fois et demi plus rapide que le missile subsonique américain *Harpoon*. Une version hypersonique de ce vecteur est en développement, le *BrahMos-II*. Cette supériorité aérospatiale se retrouve dans le domaine aéronautique où les performances des derniers Sukhoi 57[\[13\]](#) et Mig 41 intéressent les armées de plusieurs nations.

Le champ de bataille

Avant d'aborder les conséquences économiques, culturelles, politiques de cette guerre, il est utile de comparer les deux lectures du champ de bataille.

Les experts occidentaux, à part quelques exceptions, commentent les combats à partir des avancées ou des reculs sur la carte. Ils recensent sur des tableaux les moyens matériels et financiers à la disposition des belligérants. Les experts russes s'expriment sur les médias domestiques et ceux du Sud Global où ils sont écoutés. Le souvenir de l'URSS qui soutint les guerres anticoloniales leur garantit une attention particulière. Les auditeurs et téléspectateurs comparent les spécialistes de la « guerre civile européenne ». Pour l'OTAN, les progrès territoriaux de Moscou ont longtemps paru médiocres, obtenus au prix de « pertes abyssales ».

L'art de la guerre russe, héritier d'une longue tradition[\[14\]](#) ne vise pas prioritairement la conquête ou la conservation des territoires. Les campagnes contre la Suède, la Pologne, l'Allemagne ou la France ont enseigné aux officiers russes que l'essentiel est la destruction de l'armée ennemie. L'espace, le temps et la météo sont pour eux des avantages gratuits. Le silence également.

La foi dans l'industrie financière caractérise l'approche anglo-saxonne. Avec un budget militaire de 916 milliards de dollars - contre 109 pour la Russie -, les États-Unis disposent d'une force écrasante.[\[15\]](#) Cette supériorité justifie la dépréciation de l'ennemi. Madame Ursula Van der Layen déclarait le 14 septembre 2022 à la tribune du Parlement européen que la Russie achetait des machines à laver partout dans le monde pour récupérer des puces électroniques afin de faire voler ses fusées et ses avions. Elle ajoutait que le complexe militaro-industriel russe était en lambeaux...

Selon Karen Kwiatkowski, sociologue du complexe militaro-industriel, ancien officier, le budget américain entretient une pléthore de généraux. Il produit des armements couteux bénéficiant aux entreprises de la Défense dans lesquelles nombre d'officiers achèveront leur

carrière. Cette armée trop grasse est moins efficace que dans le passé. Sur le terrain il s'avère que les matériels occidentaux ne sont pas à la hauteur d'une guerre terrestre de haute intensité. Les armes qui devaient « changer la donne » en faveur de l'Ukraine se révèlent les unes après les autres inefficaces. Seul le *Caesar* français, dont les tubes chauffent malheureusement plus vite que ses concurrents russes, et nos *Rafale* pourraient tenir tête à l'armée russe[16].

Les rapports se succèdent sur les échecs répétés du F-35. Fiabilité et furtivité ne sont pas à la hauteur des attentes. Parmi les problèmes figurent des retards fréquents dans la maintenance, des dysfonctionnements de l'armement et des vulnérabilités non résolues en matière de cybersécurité. Selon Greg Williams, directeur du Project on Government Oversight (POGO) le dernier rapport révèle des failles importantes qui pourraient inciter l'administration Trump II à exiger une révision complète d'un programme dont les coûts immenses ne sont pas à la hauteur du résultat.[17]

Quand on sait que le projet F 35 « séduit » les aviations de l'OTAN, on mesure les défis auxquels nos forces aériennes, hormis la France, seront soumises. On se souviendra à l'occasion des déclarations d'experts militaires, de généraux, d'ambassadeurs, évoquant sur nos médias les faiblesses structurelles, voire congénitales, d'une armée russe démoralisée, sous-équipée, confrontée à des désertions massives, se battant avec des pelles...

Des journalistes de renom complétaient le tableau en évoquant la santé mentale voire physique du président Poutine, isolé dans son pays, paria sur la scène internationale. Ces encouragements repris par les médias ukrainiens galvaniseront une infanterie qui subira des pertes réellement abyssales, en croyant percer le système Sourovikine[18] en particulier à Robotino, Krinki, Uglédar et autres « sacs à feux ».

La très lente avancée des forces russes jusqu'à décembre 2024 n'a pas pour seule cause la stratégie d'attrition chère à Moscou. Une autre raison explique l'absence des grandes chevauchées blindées des années 1944-1945. Elles sont impossibles aujourd'hui car vouées à l'échec. Des deux côtés.

Les drones changent la guerre

Le combattant vit une guerre de plus en plus terrifiante menée des deux côtés par des jeunes gens intégrés dans les unités de première ligne. Ces nouveaux soldats jouent à la vraie guerre comme dans un jeu vidéo. Il n'y a plus de protection, il n'y a plus de tranchée ou d'abri comme à Verdun. « *Si tu bouges le drone te repère, il te tue. Si tu es immobile il finit par te repérer, si tu urines contre un arbre, il détecte la chaleur qui sort de toi*[19] ». « *L'artillerie russe, tu ne la vois jamais mais elle te voit !* ».

Dans les deux camps l'ingéniosité des dronistes est stupéfiante. Le *Babayaga* ukrainien était à l'origine un drone agricole. Il en existe désormais plusieurs versions larguant des mines ou des grenades sur l'ennemi. Il va sans dire que la mise au point de ces engins est à l'origine d'accidents mortels, d'amputations des bras.

Chez les Russes la famille des *Kolibri* fait l'objet d'incessantes modifications. Ces appareils volent en essaim. Certains font de la reconnaissance. Ils éclairent le chemin des drones frappeurs. Spécialistes de la guerre électronique les Russes mettent au point une nouvelle

génération de drones. Ils sautent d'une fréquence à une autre afin d'échapper aux tentatives de brouillage. Les drones deviennent compacts. Les *Hummingbirds* sont pliables. Ils tiennent dans un petit boîtier. Ils ne pèsent pas plus de quatre kilos. Des championnats internationaux de guerre des robots ont lieu dans les pays appartenant aux BRICS.

La guerre des drones augure d'un avenir inquiétant pour l'Europe. Les compétences du champ de bataille seront le bras armé de groupes radicaux ou mafieux. Ils mèneront des guerres dévastatrices contre leurs concurrents. Les spécialistes se forment sur place, *in vivo*. Le combattant de demain sera jeune, manipulable. Il opérera depuis le trottoir d'en face. Nos services de renseignement extérieurs et intérieurs pensent déjà aux contre-mesures. Comme en 1946, l'après-guerre risque d'être violent.

Les drones comme les satellites qui peuvent en coordonner les essaims sont par ailleurs un enjeu de la guerre économique comme nous le verrons plus loin.[\[20\]](#) En décembre 2024, la Chine réduit le volume de ses exportations de métaux précieux comme le gallium, l'antimoine ou le germanium vers les États-Unis. Pékin attire l'attention de la Maison Blanche sur le rapport de force des deux géants dans le domaine des technologies à double usage, militaire et civil. En cette occasion, le ministère du Commerce annonce que les livraisons de graphite à usage civil, notamment dans les batteries, feront l'objet de contrôles stricts.

Le renseignement, arme déterminante

Dans un article du *New York Times* paru le 25 février, 2024 on apprend ce que l'on savait déjà. La CIA est largement impliquée en Ukraine. Après plus de 200 entretiens avec d'actuels ou anciens fonctionnaires ukrainiens, américains et européens, deux journalistes dressent le tableau d'une collaboration des agences de renseignement ukrainiennes et américaines depuis la révolution de Maïdan en février 2014.

La « Compagnie » compte officiellement 12 bases le long de la frontière russe, et elle n'est pas le seul service de renseignement américain. On sait que la NSA est venu « durcir » les communications ukrainiennes avant le 24 février 2024, dans l'optique d'une reconquête de la Crimée et du Dombass.

La cohabitation des services occidentaux avec leurs homologues ukrainiens n'a jamais été un fleuve tranquille. Des complications surviendront lorsque le président Donald Trump demandera à son homologue Zelensky une enquête sur Hunter Biden, le fils de Joe Biden, lors de son premier mandat. Il n'en reste pas moins que le renseignement occidental fournit à l'Ukraine de précieuses informations permettant la réalisation de frappes dans une profondeur limitée...

A la suite de l'invasion russe, Joe Biden autorise les agences américaines à abandonner les anciennes règles. Elles sont autorisées à soutenir des opérations létales visant les troupes russes présentes sur le territoire ukrainien. La CIA avertit ses alliés d'un couloir humanitaire déployé à Marioupol risquant de se transformer en piège mortel. Elle permet de déjouer un complot qui menaçait le président ukrainien. Les services américains ne sont pas les seuls sur place. Tous les pays membres de l'Union européenne ont leurs « observateurs ».

La collaboration n'exclut pas la méfiance. Jusqu'à la destitution par le parlement du président Viktor Ianoukovytch les services de Kiev collaboraient avec leurs homologues russes civils et

militaires. Il reste des sympathies inavouées au sein de l'appareil ukrainien pour le grand frère russe. Cela explique les ciblages, les attentats contre les sergents recruteurs,[\[21\]](#) les sabotages sur les lignes logistiques, et les dépôts d'armes. Emerge à l'ouest du Dniepr une résistance qui ne peut survivre sans la complicité d'une partie du renseignement ukrainien.

Les entreprises occidentales impliquées dans les guerres d'Ukraine disposent de compétences en matière de renseignement privé. Les cellules bien équipées sont animées par des anciens des services officiels. Les investisseurs céréaliers ou miniers animent des réseaux qui s'étendent bien au-delà des frontières ukrainiennes. Depuis le Moyen-Âge et la Ligue hanséatique, l'Allemagne, l'Angleterre et les Pays-Bas ont des intérêts en Ukraine et en Russie. Leurs entreprises, banques et compagnies d'assurance sont en mesure d'éclairer le gouvernement de Kiev à partir d'entrelacements commerciaux, philanthropiques, philosophiques, religieux. Bien des ONG sont les avatars de ces traditions. Il en va de même d'Israël dont les services civils et militaires, les start-ups dans le domaine de la cybersécurité ont des clients des deux côtés de la frontière.

Rien cependant ne laissait prévoir le rôle prépondérant de Starlink. « *Sans lui nous aurions perdu la guerre* » commentent les officiers ukrainiens. Sur le front, le système de satellites d'Elon Musk est un outil-clé pour Kiev. Il permet des liaisons en principe sécurisées et joue un rôle dans le pilotage des drones. Une entreprise privée devient belligérante, pèse sur le cours des opérations militaires.[\[22\]](#) La médaille a cependant son revers. Le propriétaire de SpaceX a empêché son utilisation pour frapper une base de la marine russe afin d'éviter, dit-il, un « mini Pearl Harbor. »

Le diable, se situe dans les détails. La couverture de l'Ukraine en septembre 2023, selon la carte officielle sur le site web de Starlink « oublie » les zones situées le long des frontières biélorusses et russes. La Crimée et certaines parties du Donbass ne sont pas protégées. Elon Musk sait dès le 24 février 2022 que les États-Unis ne combattront pas. La guerre économique suffira à faire tomber le gouvernement russe. Par la même occasion, il montre à la Chine où il possède des intérêts et qu'il n'est pas un jusqu'au-boutiste. Inutile d'insulter l'avenir. La participation du réseau privé de communication ouvre un chapitre peu connu des guerres d'Ukraine : la cyberguerre.

La cyberguerre au centre de toutes les autres

L'interception du signal, le brouillage des fréquences, l'interprétation des captations par le cerveau humain ou l'intelligence artificielle atteignent des niveaux de sophistication jamais vus auparavant. Les drones dont nous venons de voir l'efficacité sont désormais pilotés par fibre optique, tel autrefois le célèbre *Milan*, arme antichar française filoguidée. Les images en direct des impacts transforment le conflit en « spectacle ». Dans les deux camps, chaque unité se déplace avec ses brouilleurs et ses dronistes. Les groupes d'assaut, de plus en plus petits pour limiter les pertes, « reniflent » l'ennemi, le rendent visibles à l'artillerie, aux bombes planantes, aux lance-flammes.

Les belligérants développent des politiques de souveraineté numérique. Celles-ci se déclinent en trois chapitres, la maîtrise du *hardware*, les installations lourdes, le *software*, les logiciels et le cloud, la maîtrise des données. L'Europe et la Russie cherchent par tous les moyens à bâtir une industrie du cyber avec l'aide de nombreux partenaires de manière à anticiper les risques

et saisir les opportunités d'affaires.

A Moscou, les semaines de la cybersécurité ressemblent à des écosystèmes rassemblant des milliers de participants à l'échelle des BRICS. Des administrations, des entreprises privées chinoises ou indiennes y côtoient des militaires mais aussi les directeurs de système d'information de grandes entreprises.

Il en va de même dans l'Union européenne. Le NIS2[\[23\]](#) qui fait suite au règlement général sur la protection des données (RGPD) prépare nos administrations et organismes d'intérêts vitaux à toutes les éventualités. La vulnérabilité du système Internet, notamment les câbles par lesquels transitent 99% des données, préoccupe nos services qui disposent d'un département cyberguerre important. L'ANSSI[\[24\]](#) anime un écosystème de souveraineté numérique à l'image de celui de Moscou. Des rencontres de praticiens telles que les « Lundi de la cybersécurité », ou des associations comme l'ARCSI[\[25\]](#) sont des lieux d'échanges entre spécialistes. Comme les autres, la cyberguerre a besoin d'idées.

Sur le champ de bataille elle brouille les vecteurs de l'ennemi. C'est ainsi que la guerre électronique rend aveugle certains missiles de croisière qui n'atteignent plus leurs cibles. L'obus de 155 mm *Excalibur* guidé par GPS n'est plus aussi performant qu'au début du conflit. Des corsaires ou mercenaires apparaissent dans le cyberspace. Ils traversent les frontières, menacent les souverainetés des États. A l'Est comme à l'Ouest des groupes informels tels que Conti[\[26\]](#) en Russie ou IT Ukrainian Army, préfigurent des guerres étonnantes, inattendues.

Encore limitée, la cyberguerre peut devenir cataclysmique. Entre la dissuasion nucléaire et la dissuasion conventionnelle existe désormais une dissuasion informatique tout aussi terrifiante. Après « la nuit du noisetier » celle de Chronos menace tous les belligérants.

Au XXIe siècles, avoir l'heure exacte est critique pour de grands pans de l'industrie et des transports. En mer Baltique, notamment depuis l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, la navigation commerciale est rendue plus difficile. L'heure est diffusée de plusieurs façons : par des émetteurs radio, par les satellites GNSS (GPS, Galileo, etc.), par Internet avec le protocole NTP, par des fibres optiques dédiées, etc.

Toutes les méthodes actuelles posent de gros problème de sécurité : les GNSS, très précis, utilisés absolument partout, sont très sensibles au brouillage, qui empêche la localisation, et au leurrage, qui vous transporte n'importe où. Or le brouillage, nous l'avons vu est une spécialité russe. Le protocole NTP, qui distribue l'heure sur Internet avec une précision bien moins grande, est facilement attaquant. Et les conséquences des attaques de plus en plus nombreuses peuvent être très graves[\[27\]](#).

En cas d'aggravation du conflit, des pirates pourraient modifier l'heure affichée sur des serveurs de temps, entraînant des désynchronisations massives et des dysfonctionnements dans les systèmes qui s'y réfèrent. Des attaques par déni de service pourraient rendre inaccessibles les serveurs de temps, paralysant les systèmes qui en dépendent. Les conséquences de la cyberguerre pourraient être catastrophiques. Les systèmes d'exploitation, les bases de données et leurs applications dépendent d'une horloge précise pour fonctionner correctement. Une heure erronée pourrait entraîner des pertes de données, des plantages et des dysfonctionnements généralisés.

Les réseaux de télécommunications s'appuient sur la synchronisation horaire pour router les paquets de données de manière efficace. Une heure inexacte pourrait entraîner des retards, des pertes de paquets et une dégradation de la qualité des communications. Les marchés financiers fonctionnent en temps réel et s'appuient sur des horloges précises pour exécuter les transactions. Une heure erronée pourrait entraîner des erreurs de calcul, des pertes financières et une perte de confiance dans les marchés. Les réseaux électriques, les systèmes de transport et les systèmes de contrôle industriels dépendent tous d'une synchronisation horaire précise. Une heure erronée pourrait entraîner des pannes, des accidents et des perturbations majeures. Le professeur Gérard Berry auteur de *L'Hyperpuissance de l'informatique, Algorithmes, données, machines, réseaux*[\[28\]](#) trace les grandes lignes d'un conflit généralisé.

La cyberguerre ne se limite pas au terrain militaire. Elle facilite le développement de technologies qui contournent les sanctions, bâissent une souveraineté numérique partagée entre les BRICS. C'est sur elles que s'appuieront les réponses russes à la guerre économique occidentale.

La guerre économique occidentale

La guerre économique devait vaincre la Russie grâce aux sanctions économiques et financières. Il était inutile et risqué comme nous venons de le voir d'engager l'OTAN le 24 février 2022. L'Ukraine, forte d'une armée rééquipée, aux effectifs trois fois supérieurs à ceux de la force d'invasion russe, devait obliger cette dernière à l'envahir pour éviter la reconquête de la Crimée et du Donbass. Excellent prétexte pour lancer les sanctions finales. Tout était prêt, rien n'était caché puisque visible, écouté, par les service de renseignement des uns et des autres.

Le projet de guerre économique contre la Russie est une vieille idée anglo-saxonne qui prend ses racines après le congrès de Vienne de 1815. L'Angleterre ne pardonne pas au Tsar d'avoir ménagé la France. Tout au long du XIX^e siècle, ce sont les milieux libéraux britanniques pour des motifs coloniaux qui inventeront le terme russophobie. Celui-ci ne fera pas toujours l'unanimité au sein de cette famille de pensée. Les États-Unis prennent le relais avec des géopoliticiens tels que Alfred Mahan, qui développe le concept de puissance maritime, John Mackinder[\[29\]](#), qui voit dans le Heartland eurasiatique une menace existentielle pour l'Amérique, ou Nicolas Spikman, qui, avec la théorie de l'anneau, est à l'origine de la politique de *Containment* de la Russie soviétique puis de la Chine.

C'est dans la continuité de ces auteurs que se situe *Le Grand échiquier* de Zbigniew Brzezinski et l'émergence des néo-conservateurs américains au sein du Parti démocrate et de son concurrent républicain. Madame Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat à l'Eurasie sera l'une des figures politiques. On remarquera la filiation « polonaise » de cette école jusqu'au président Duda qui, en juin 2024, parlait de la nécessaire décolonisation de la Russie. Bien avant le 24 février, un axe Washington-Varsovie émerge. Il joue maintenant un rôle diplomatique et militaire au sein même de l'Union européenne...

En 2019, un rapport intitulé *Overextending and Unbalancing Russia* de la Rand Corporation[\[30\]](#), sous l'administration Trump I, décrit les mesures à prendre pour ruiner la Russie. Sont abordés les chapitres suivants : Economie - Géopolitique - Système

informationnel et idéologique – Dimension aérienne et spatiale – Dimension maritime – Dimension terrestre et multi-domaines. Ce rapport s'inscrit dans le contexte des sanctions communes aux États-Unis et à l'Union européenne qui depuis la sécession des oblasts russophones sont censées affaiblir la Russie. On notera que les rédacteurs envisageaient déjà la possibilité d'une victoire militaire russe.

L'attaque économique décisive est déclenchée au lendemain du 24 février 2024. Bruno Le Maire déclare le 3 mars 2022 : « *Nous allons mettre l'économie russe à genoux* ». Le 23 mars au sommet de l'OTAN, le président Macron annonce : « *Au moment où je vous parle la Russie est en état de cessation de paiement. Nous allons l'isoler sur la scène mondiale* ». La déclaration de guerre de la France s'inscrit dans celle plus globale de l'Occident. Les banques russes, exceptions faites de certaines qui négocient les hydrocarbures, sont déconnectées du système SWIFT. La Russie plie, le rouble chute lourdement, mais le pays résiste.

Le 26 septembre 2022, en mer Baltique, deux explosions occasionnent d'importantes fuites de gaz. La première, sur Nord Stream 2 est découverte au sud-est de l'île danoise de Bornholm. Plusieurs heures plus tard, deux autres fuites sont décelées sur Nord Stream 1 au nord-est de l'île. Ces actes de guerre sanctionnent les économies allemandes et françaises. On mesure mieux aujourd'hui le désastre subi. Engie, partenaire de Gazprom avec des sociétés allemandes et hollandaises, perd 900 millions d'euros d'investissement[31]. Le gaz revendu en Europe ne peut plus l'être.

Trois pays bénéficient de cette agression. La Russie libère des stocks importants qu'elle peut écouler en direction des BRICS. Elle profite de l'affaiblissement européen. Les États-Unis rentabilisent leur industrie des gaz de schiste. Ils le vendent aux Européens qui le boudaient pour des raisons environnementales. Un troisième pays tire son épingle du jeu : la Norvège[32] qui vend son gaz plus cher elle aussi. La question demeure de savoir qui a commis cette destruction stratégique, mais il est évident que le grand perdant demeure l'Union européenne.

En septembre 2024, le rapport Draghi tire un bilan provisoire des conséquences de la guerre économique. Il annonce un lent appauvrissement de l'Europe occidentale. Selon le FMI (octobre 2024) la croissance est plus forte dans les BRICS qu'au G7. En termes de pouvoir d'achat du consommateur, la Russie dépasse l'Allemagne et la France. Après la défaite militaire, l'Europe enregistre une défaite économique. Comment la Russie a-t-elle surmonté les sanctions ? Comment les a-t-elle utilisées ?

La guerre économique russe

L'échec des sanctions occidentales a pour cause première leur publicité. Bien avant 2014, les « trains » de sanctions commentés, discutés dans les assemblées et les chancelleries, décrivent par le menu toutes les attaques dont l'économie russe sera la cible. La discréction n'est pas une arme occidentale. Depuis longtemps, la Russie maîtrise l'art de se taire. Cet avantage nous est étranger. Souffrant d'un climat rude, d'un espace immense, de conditions de vie difficiles, le peuple russe développe des capacités de résilience étonnantes. Judoka dans l'âme, le président Poutine a profité des sanctions pour « secouer » l'intelligence économique et technologique de ses concitoyens.

Comme aurait dit le général de Gaulle, la paresse et le renoncement menacent les Russes autant que les autres. Les sanctions occidentales renforcent l'idée d'encerclement autant que

les *Léopard* dans les plaines d'Ukraine ou les bases de l'OTAN autour de la Rodina. La Russie est le pays de la TRIZ (acronyme de Théorie de Résolution des Problèmes Inventifs[33]). Chaque sanction, chaque retrait de fournisseur, chaque rupture d'approvisionnement de pièce détachée devient un problème appelant une innovation, souvent par simplification ou alliance iconoclaste de technologies séparées par des préjugés[34]. La démarche est une approche heuristique destinée à résoudre des problèmes d'inventivité technique. Comme lors du siège de Leningrad, l'intelligence russe collective va retourner les sanctions contre l'ennemi.

Dotée d'une mémoire séculaire, la diplomatie russe puise des idées dans l'histoire de l'URSS. Celle-ci commerçait en rouble et en roupies avec l'Inde dans le domaine des hydrocarbures. L'expérience cessa avec le régime communiste. Avant même les guerres d'Ukraine, la vieille idée reprend du service. Lorsque les BRICS apparaissent, l'envie d'échapper à de nouvelles sanctions se confond avec celle d'ajouter aux FMI et à la Banque mondiales des institutions financières plus souples, mieux adaptées au désir du Sud de commercer avec le Sud, sans risquer l'extraterritorialité judiciaire du dollar.

Pour madame Anuradha Chenoy analyste financière indienne, le programme des BRICS pour une dédollarisation prendra du temps. Le dollar représente encore 80% des échanges mondiaux, l'euro 16%, devant les monnaies chinoises et indiennes. La monnaie de remplacement n'existe pas encore. Cependant le manque de crédibilité militaire et diplomatique de l'Union européenne pourrait entraîner la chute de l'euro avant celle du dollar, qui a encore de beaux jours devant lui.

Lors du 16^e forum de Kazan[35] les BRICS se définissent comme un club d'affaires non occidental mais pas anti-occidental. La plupart des pays membres, y compris la Russie, souhaitent entretenir des relations commerciales voire culturelles avec l'Occident. Cependant les BRICS opposent la notion d'état civilisationnel à celle d'universalisme occidental. Beau sujet de thèse pour nos étudiants en géopolitique.

Malgré la domination du dollar, le forum de Kazan réaffirme les fondements d'un projet financier calqué sur les institutions de Bretton Woods, mais plus souples, plus « technologiques ». Les BRICS envisagent la création d'une unité de compte commune basée sur la blockchain.[36] L'exercice est ardu car il faut concilier une technologie par essence décentralisée avec une nécessaire centralisation. La nouvelle unité de compte pourrait intégrer des devises mais aussi de l'or ou des matières premières.

Un système d'assurance mondial pourrait compléter le tableau de façon classique. Il est encore au stade des idées. La création d'une agence de notation mondiale indépendante posera des problèmes politiques. La Banque de développement de Shanghai, faiblement dotée (100 milliards en dollars), reste un nain. En revanche l'idée d'un dépositaire de règlement, chambre de compensation, est stratégique. Une grande partie du commerce mondial échappera aux regards des statistiques occidentales. Le monde commercera sans nous.

Les BRICS sont un animal diplomatique qui interroge les ministres des Affaires étrangères occidentaux. Le forum de Kazan acte la fin de l'anthropocène à l'instar d'un nombre croissant de scientifiques, géologues, physiciens ou climatologues. La transition climatique est ajournée. Les conclusions du GIEC sur le CO₂ sont soupçonnées de favoriser les études accusant le dioxyde de carbone au détriment de celles qui relient le changement climatique à des

phénomènes complexes, voire aux nanoparticules de plastique, aux évolutions du système solaire. Une telle politique remet en cause les réglementations européennes. L'industrie du Vieux continent, basée sur la « protection de la planète », est prise à revers.

Outre l'extraterritorialité juridique du dollar, les BRICS dénoncent les sanctions unilatérales. Selon Anuradha Chenoy, 15 entreprises indiennes ont récemment été sanctionnées par les États-Unis. Ce qui ulcère New Delhi. La politique du genre et l'étude de la transsexualité à l'école primaire choquent ses valeurs de société qui reconnaissent le masculin et le féminin. Les BRICS ont permis un gel du conflit frontalier de l'Himalaya entre la Chine et l'Inde. Ces deux pays ont reculé leurs troupes. L'Iran et l'Arabie saoudite mènent des manœuvres militaires conjointes. Pour les spécialistes du Moyen-Orient, la chose était inconcevable.

Ces développements diplomatiques sont pour la Russie une source d'influence. Ils sont dus à la compétence de fonctionnaires travaillant depuis plusieurs décennies sous les ordres du même ministre. Sergueï Viktorovitch Lavrov associe son pays à un regroupement planétaire dont le PIB dépasse celui du G7. Ce diplomate est en passe d'isoler l'Union européenne. Celle-ci, confrontée à la signature le 6 décembre 2024 du traité de libre-échange avec le Mercosur^[37], doit gérer le mécontentement d'agriculteurs hostiles à l'importation de produit alimentaires et céréaliers ukrainiens ne respectant pas nos normes sanitaires.

Le souvenir, du bombardement de la Serbie en 1999 par les États-Unis hante les guerres d'Ukraine. L'annulation du premier tour des élections présidentielle en Roumanie^[38] le 6 décembre 2024 par la Cour constitutionnelle empêche M Calin Georgescu, pro-russe opposé au maintien de la Roumanie dans l'OTAN, d'accéder au second tour. La condamnation par son challenger, madame Elena Lasconi, de cette décision constitutionnelle ouvre une crise politique. Dans les derniers sondages, Georgescu était crédité de 63% des voix le 8 décembre 2024. Ce séisme politique concerne la France qui dispose de troupes^[39] au camp de Cincu.

La Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie - pays frontaliers de l'Ukraine - et la Serbie sont le théâtre d'évolutions hostiles au gouvernement de Kiev. La Moldavie, grâce à l'apport controversé des Moldaves de l'étranger, échappe de justesse à un gouvernement pro-russe. En Allemagne les élections partielles et la crise économique favorisent à droite comme à gauche un courant hostile à l'OTAN et à Kiev. La Géorgie souhaite une politique d'apaisement avec Moscou.

Le retrait partiel des États-Unis, renforce la tendance. Dans une Ukraine en paix, rien ne garantit un résultat électoral favorable à l'Union européenne. Le ressentiment gagne du terrain parmi la population. L'Occident est accusé de ne pas avoir été à la hauteur des promesses. L'image de la Russie s'améliore, malgré les cimetières qui s'étendent à perte de vue. La langue russe se parle à nouveau dans certains milieux. L'opposition à la guerre en France^[40] affaiblit notre « soutien indéfectible » au gouvernement de Kiev. Pourquoi envoyer des jeunes Français mourir à la place des Ukrainiens, accueillis chez nous ?

Le 7 décembre 2024, à l'occasion de la réouverture de Notre Dame, Ursula Van der Layen était absente. C'est plus qu'un symbole. C'est un avertissement. L'Union européenne incapable de gagner la guerre commence à perdre une paix qu'elle n'a pas anticipée^[41]. Sa dislocation devient une possibilité.

Intelligence économique et stratégique

Les guerres d'Ukraine obligent la France à voir le monde tel qu'il est. La proposition de loi du Sénat^[42] du 25 mars 2021 portant sur une politique d'intelligence économique et stratégique, est une réponse à la hauteur de la menace. Il faut féliciter les sénateurs qui ont conçu un système innovant inspiré des actions de monsieur Alain Juillet, premier Haut responsable à l'Intelligence économique de 2003 à 2009. Les fondements doctrinaux, législatifs, réglementaires, existent. Il est inutile de refaire un énième rapport. Il faut passer à l'acte...Difficulté française.

Sans intelligence nationale il est impossible de lire et conduire la guerre économique^[43] qui ne s'arrêtera jamais. Cette ambition, source de cohérence nationale, mobilise les élus, les chefs d'entreprises, les territoires, les métiers, les ingénieurs et les scientifiques. Elle nécessite une formation des dirigeants et des cadres aux éléments fondamentaux de la discipline.^[44] Elle nous oblige à une réflexion sur les temps qui viennent. Des milliers de questions nécessiteront des réponses. En voici quelques-unes parmi une immensité :

- La Russie voudra-t-elle nous envahir ? En a-t-elle les moyens ? Le veut-elle ?
- Sommes-nous si appétissants ? Qu'avons-nous à part du charbon, du granit et de la neige l'hiver ? L'Europe occidentale a toujours été un continent pauvre...
- Quid de la Roumanie après l'annulation de la présidentielle ?
- Qui assumera la dette ukrainienne ?
- Quid de l'Ukraine dans l'Union européenne ?
- Quid des terrorismes nés de l'après-guerre ?
- Nos intérêts sont-ils compatibles avec ceux de l'Union européenne ?
- Une défense européenne est-elle crédible ?
- Nos « alliés » sont-ils nos alliés, nos « ennemis » sont-ils nos ennemis ?
- Comment rétablir nos positions en Afrique ?
- Quelles énergies pour demain ?
- Quelles valeurs compatibles avec celles des autres ?
- Pourquoi les autres ne pensent-ils pas comme nous ?
- Interactions entre le conflit ukrainien et celui du Moyen Orient ?
- Le Sud Global est déjà parmi nous, quelle approche ?

L'intelligence économique nationale travaille en collaboration avec les entreprises, car celles-ci sont déjà des intelligences économiques. La fiabilité des sources et la véracité de l'information sont prioritaires. Le présent article s'inspire à 90% de sources ouvertes facilement accessibles dont on trouvera une liste non exhaustive ci-dessous.

Beaucoup de médias ont traité le sujet conformément à la charte de Munich régissant la profession de journaliste et dont l'article premier stipule : « Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité ».

Bernard BESSON*

Cf2R

TRIBUNE LIBRE N°172 / mars 2025

**Contrôleur général honoraire de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) et de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ).*

Ancien chef de cabinet du directeur central des Renseignements Généraux (DCRG) et du directeur de la Surveillance du territoire (DST), il a été chargé de mission auprès du Haut responsable pour l'intelligence économique (HRIE).

Bernard Besson est également directeur scientifique du Comité intelligence économique des Ingénieurs et scientifiques de France (IESF), membre de la Commission intelligence économique du MEDEF Ile-de-France et auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'intelligence économique et de thrillers géopolitiques dont l'un a obtenu le prix Edmond-Locard 2000 du roman noir en langue française.

...

Nota

Les analystes et les media dont les noms suivent ont été validés par les faits, la pertinence des commentaires, malgré des divergences d'opinions. Utiles pour comprendre la guerre, ils le sont pour anticiper l'après-guerre.

Idriss Aberkane, essayiste, Agence internationale de l'énergie, Frédéric Aigouy, journaliste, Brainlesspartisans X, Jacques Baud, analyste militaire, Espoir et Dignité, George Beebe, analyste, Bloomberg News, BFMTV. Cyril Gloaguen, militaire-géopoliticien. Karine Bechet-Golovko, juriste, Anne-Laure Bonnel, journaliste, Fabien Bouglé, énergéticien. André Bercoff journaliste. Hervé Carresse analyste militaire, Tucker Carlson, journaliste, Régis de Castelnau, avocat. Consortium international des journalistes d'investigation, Eric Denécé, analyste, CF2R, CNEWS, Grillard Eric X. Dialogue franco-russe, Glenn Diesen, universitaire, Donbass insider, Diploweb, Sylvain Ferreira, historien, Chas W Freeman, analyste, Jacques Frère X. Vladimir Fédorovski, écrivain, The Economist. FMI news, Fulguradvenit, Caroline Galactéros, géopolitologue, Géopolitique profonde, Géopragma, Charles Gave, économiste, Jacques Hogard, militaire, François Hollande ex-président. Intelligence online, Jean-Loup Izambert, écrivain, Alain Juillet, Sergueï Alexandrovitch Karaganov, politique, Olivier Kempf, militaire, Kyiv Post, Régis Le Sommier, journaliste. Le courrier des stratégies, Pascal Lottaz, universitaire, LCI, Ligne droite, Thierry Mariani, député, Dimitri Marckenko, militaire, Jack Matlock, diplomate, Le nouveau Conservateur. Mediazona, Viktor Medvedchuk, politicien, Alexander Mercouris, avocat, Angela Merkel, ex-chancelière. Military Summary Chanel. Nikola Mirkovic, écrivain, Arta Moeini, analyste Xavier Moreau, entrepreneur, Camille Moscow blogueuse, Omerta, Vasyl Muravytskyi, journaliste. Christelle Néant, journaliste, Open Box TV, New York Times, Victoria Nuland, ministre, Renard Paty, Jean-Pierre Petit, scientifique, Jean

Bernard Pinatel, général, Politico, Piotr Olegovitch Tolstoï, député. Markus Reisner, universitaire, Jeff Rich, analyste, Fabrice Ribère, analyste. Rand Corporation Scott Ritter analyste, Alexandre Robert analyste, Henri Roure, analyste militaire, RussiaToday Jeffrey Sachs, économiste, Jacques Sapir économiste, Sputnik, Sud Radio. TerciosdelsolX, Sanevox, Stratpol, Tocsin, Emmanuel Todd essayiste, SitRepInternational Reporter, TVlibertés, Veille stratégique, Dominique de Villepin, politique.

[1] *La Défaite de l'Occident* Emmanuel Todd, Gallimard janvier 2024. L'auteur qui avait prévu de manière détaillée et documentée la fin de l'empire communiste réitère l'exercice avec l'Occident et en particulier l'OTAN.

[2] CF. Liste des guerres des États-Unis (Wikipédia). Le bombardement de l'OTAN sur la Serbie en 1999 pendant 78 jours a marqué les esprits en Europe balkanique. Voir plus loin.

[3] Le Format Normandie est une discussion diplomatique impliquant quatre pays : Russie, Ukraine, Allemagne et France, visant à régler la guerre du Donbass. Cette configuration des rencontres diplomatiques à quatre pays a été adoptée pendant la guerre civile opposant de 2014 à 2022 l'armée ukrainienne aux deux républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk

[4] Dans un entretien au *Kyiv Independent* (12 décembre 2022), François Hollande a revendiqué que les accords de Minsk avaient amené la Russie sur le terrain diplomatique, laissant à l'armée de Kiev le temps de se renforcer. Un aveu contredisant les déclarations pacifiques d'alors.

[5] Guerre en Ukraine : après des pourparlers « substantiels » à Istanbul, Moscou promet de « réduire radicalement » son offensive vers Kiev (*Le Monde* 29 mars 20).

[6] Poutine et Zelensky « voulaient un cessez-le-feu » mais les négociations ont été rompues par les pays occidentaux a expliqué Naftali Bennett (*France soir*, 6 février 2023).

[7] Site de Jean Pierre Petit. Le missile tiré le 21 novembre 2024 était un MRBM *Oreshnik* volant à Mach 10 (3km/s). Sur ce sujet on se réfèrera aux explications de Cyril Gloagen cité plus loin. Quant à Jean Pierre Petit sa connaissance intime du milieu scientifique russe en fait un expert également très écouté. Spécialiste des problèmes liés à l'hypervélocité, il traite de l'apparition de ces technologies dans l'industrie aérospatiale.

[8] La paternité de cette décision n'est pour l'instant pas clairement établie. La » profondeur » toute relative n'excède pas 300 km. Le tir fut d'une efficacité réduite : 5 missiles abattus, le 6^edestabilisé. On peut dire que l'OTAN malgré ses fermes déclarations soutient l'Ukraine comme la corde soutient le pendu.

[9] 1962, roman de Bernard Besson, Odile Jacob, 2015. A cette époque déjà (crise des missiles de Cuba), les ambassadeurs des deux puissances jouèrent un rôle stratégique de premier plan. Aujourd'hui encore, des personnalités comme William Burns et Serguei Naryshkin qui se connaissent bien, reproduisent le dialogue de 1962, équilibre de la terreur oblige.

[10] Cyril Gloagen, « Portrait possible du missile russe Oreshnik », *Diploweb*, 8 décembre

2024. Ce spécialiste détaille longuement les défauts et qualités du missile, son histoire technologique.

[11] Les États-Unis retirent le porte-avions *Eisenhower* de la mer Rouge en raison de l'intensification des attaques des Houthis (*Jade*, 24 juin 2024).

[12] Site de Jean Pierre Petit.

[13] La Russie revendique une première vente à l'export pour son nouveau chasseur Sukhoi Su-57. Le pays acheteur n'a pas été nommé mais il pourrait s'agir de l'Algérie ou de l'Iran (Frédéric Lert, *Aéro Buzz*, 18 novembre 2024). On écoutera avec intérêt l'analyse d'Hervé Carresse le 24 novembre 2024 sur *TVL*.

[14] Jacques Baud, *L'Art de la guerre russe*, Max Milo, 2023. Ancien expert militaire de l'ONU, r ex officier de renseignement suisse, il a travaillé en Ukraine et en Russie dans le cadre du Format Normandie. Ses analyses de terrain ont été confirmées par les faits à de nombreuses reprises.

[15] Statista 202,3 Statista Research Department, 21 mai 2024.

[16] Dès 2026, la version F4 du *Rafale* de Dassault va utiliser l'IA pour désigner des cibles au sol

Après huit ans de travaux de recherche, Thales est parvenu à injecter une dose d'intelligence artificielle dans le pod *Talios* de la nouvelle version du *Rafale*. Cet équipement sert à la reconnaissance des objets et à la désignation laser. Cette innovation va équiper la future version F4 du chasseur-bombardier français, prévue pour 2026 (*L'Usine Digitale, IA Insider*, 10 décembre 2026)

[17] Yves Pagot, « Les déboires du programme F-35 ou le paradoxe de Zénon », *Aviation militaire*, août 2018.

[18] Sergueï Vladimirovitch Sourovikine concepteur et réalisateur d'une « défense active », un des vainqueurs de cette guerre.

[19] Confidence d'un engagé français dans la Légion ayant combattu du côté ukrainien. Cette relation est confirmée par le grand reporter Régis le Sommier sur la chaîne *Omerta*. Celui-ci a passé plusieurs semaines des deux côtés du front notamment dans le saillant de Soudja. Où il a fréquenté les « dronistes ».

[20] Harold Thibault, *Le Monde*, 4 décembre 2024 La Chine a annoncé, mardi 3 décembre, bloquer ses exportations de certains métaux stratégiques vers les États-Unis, au lendemain de nouvelles restrictions américaines à son encontre, dans une accélération de la guerre technologique entre les deux premières puissances de la planète. Le ministère du commerce chinois, accusant Washington d'avoir « politisé les questions commerciales et technologiques », explique dans un communiqué qu'il ne délivrera plus de licences d'exportation de gallium, de germanium, d'antimoine et d'autres matériaux vers les États-Unis dès lors qu'ils peuvent avoir un double usage civil et militaire.

[21] Des centaines de milliers de jeunes ukrainiens ont fui leur pays dès 2014 pour rejoindre les États-Unis, l'Union européenne ou la Russie. L'armée de Kiev manque cruellement d'hommes. L'argument, repris par des officiers américains, pèse dans la politique de retrait des États-Unis. Côté russe, des centaines de volontaires affluent chaque jour, motivés par des primes, de bons salaires et un patriotisme évident.

[22] Elise Vincent, Alexandre Piquard et Cédric Pietralunga *Le Monde*, 15 décembre 2022

[23] Securityhttps://waterfall-security.com/guides/nis2 NIS2 Directive Guide NIS2 Compliance Guide

[24] Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (<https://cyber.gouv.fr>). Clé de voute de la souveraineté numérique française, l'Agence mettra en œuvre les recommandations de NIS2. Les esprits critiques pour ne pas dire chagrins, remarqueront que l'Europe réglemente, la Fédération de Russie agit, les États-Unis achètent...

[25] Association des réservistes du chiffre et de la sécurité de l'information (<https://www.arcsi.fr>). La cybersécurité est également enseignée à l'Ecole européenne d'intelligence économique de Versailles (EEIE).

[26] « Ransomware : le groupe pro-russe Conti pratique volontiers un terrorisme numérique », *Le Monde Informatique*(<https://www.lemondeinformatique.fr/ac>).

[27] Gérard Berry, ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur général du corps des Mines, membre de l'Académie des sciences, de l'Académie des technologies est titulaire de la médaille d'or du CNRS qu'il a reçue en 2014. Il est professeur émérite (au mérite) au Collège de France, ex-chaire Algorithmes, machines et langages (Gérard Berry *Le Temps vu autrement*, Odile Jacob, 2025).

[28] Odile Jacob, 2017.

[29] D'après sa théorie du Heartland, il estime que pour dominer le monde, il faut tenir la plaine s'étendant de l'Europe centrale à la Sibérie occidentale, qui rayonne sur la mer Méditerranée, le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et la Chine.

[30] « Le rapport de la Rand Corporation pour déstabiliser la Russie », 31 octobre 2022 (<https://www.francesoir.fr/politique-monde/le-rapport-de-la-rand>). La Rand Corporation semble quelque peu embarrassée par ces preuves qui montrent que les États-Unis ont cherché à déstabiliser la Russie.

[31] Alors que l'enquête de la police allemande avance à petits pas, le flou demeure sur les commanditaires du sabotage des gazoducs Nord Stream survenu il y a deux ans. Les actionnaires européens et leur partenaire russe Gazprom restent dans le noir (*Intelligence online*, 05/12/2024). Ce média laisse clairement entendre que tout est fait pour masquer les preuves...Cette affaire marque les esprits en Allemagne ; elle jouera un rôle dans les évolutions politiques du pays.

[32] Seymour Hersh, "How America Took Out The Nord Stream Pipeline", (<https://seymourhersh.substack.com/p/how-amer>). L'auteur très connu outre-Atlantique pour

son sérieux, avoue ne pas apporter de preuve évidente. Mais la thèse qui accuse les Russes ou les Ukrainiens ne prouve rien non plus.

[33] *Teorija Reshenija Izobretateliskih Zadatch* (Теория Решения Изобретательских Задач – ТРИЗ).

[34] L'utilisation de GPS sur de vieilles bombes héritées de la Seconde Guerre mondiale en est un exemple.

[35] Sommet des BRICS : 24 dirigeants étrangers et le secrétaire général de l'ONU attendus en Russie. Ce sommet revêt une importance particulière pour la Russie, qui y voit l'opportunité de briser son isolement diplomatique consécutif au conflit en Ukraine (*i24News*, Kazan Russian Federation, 23 october 2024).

[36] La blockchain est une technologie numérique de stockage et de transmission d'informations sans autorité centrale. Elle fonctionne comme une base de données sécurisée par des moyens cryptographiques, répertoriant les transactions dans un ordre chronologique. La validation et l'authentification des transactions se font par un réseau décentralisé et de pair à pair, sans intermédiaire ou tiers de confiance. La blockchain permet de minimiser les coûts et les retards liés à l'utilisation d'intermédiaires tiers pour les transactions financières.

[37] « L'UE et le Mercosur annoncent avoir conclu les négociations pour un accord de libre-échange », *Africanews*.

[38] <https://www.lemonde.fr/international/article/2024/12/06/roumanie>.

[39] Ministère des Armées, 12 juillet 2022. Depuis le début de la guerre en Ukraine, 800 soldats français sont déployés en Roumanie pour consolider la défense du flanc Est de l'Europe.

[40] « Sondage : 68% des Français opposés à une intervention militaire » (www.cnews.fr/france/2024-11-28).

[41] « L'ancien chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, dans une interview au journal *El Diario* le 11 décembre 2024, reconnaît que les sanctions économiques de l'Union européenne ont été rendues inefficaces du fait de la solidarité des BRICS. Il s'interroge également sur la capacité de l'Union européenne à remplacer l'effort militaire américain si celui-ci s'arrête.

[42] Proposition de loi, Texte n° 489 (2020-2021) de Mme Marie-Noëlle Lienemann, M. Fabien Gay et plusieurs de leurs collègues, déposé au Sénat le 25 mars 2021

[43] Bernard Besson, 4 mai 2022 (<https://www.diploweb.com/Ukraine-Comment-lire-et-conduire-la-guerre>). L'auteur du présent article approuvait la nécessité d'arrêter cette guerre par la négociation comme lors des rencontres diplomatiques du format Normandie. La nation ukrainienne a été brisée par ce conflit. Lorsque les pertes humaines seront comptabilisées de part et d'autre, l'Europe et la Russie prendront conscience d'une faillite morale et politique sans précédent depuis 1945.

[44] https://www.iesf.fr/752_p_43175/comite-intelligence-economique. Le MOOC-IESF-UNIT sur l'intelligence économique propose des outils pédagogiques, une certification des personnels, une évaluation de l'intelligence économique déjà présente à partir du TEST 1000 et un Questionnement stratégique. Cet enseignement en ligne s'appuie sur les retours d'expérience en France et dans le monde de nos ingénieurs confrontés à la concurrence loyale autant qu'à la guerre économique. Ce programme est supporté par L'Université numérique ingénierie et technologie (UNIT) qui est l'une des sept universités numériques thématiques nationales (UNT) créées à l'initiative d'universités, de grandes écoles et du ministère chargé de l'Enseignement supérieur. Le badge IESF-MOOC -UNIT certifie les compétences de celui ou celle qui obtient une moyenne de 14/20 en répondant au Quiz du MOOC intelligence économique. Il n'est d'ailleurs pas interdit d'obtenir 20/20...

Equipement. AAROK : le drone de combat français conçu pour la haute intensité

Category: 2020-2030,Actualités

5 mars 2025



AAROK a été conçu dans une optique résolument multidomaines, avec l'ambition de donner aux armées françaises et alliées un moyen de surveillance et d'intervention simple, rustique et bon marché, disponible en quantité et déployé au plus près de la ligne de front. Son développement a été entièrement réalisé par Turgis Gaillard, en

s'appuyant sur plus de vingt ans d'expérience dans l'utilisation des drones au combat et en réutilisant des briques technologiques disponibles, qualifiées et soutenues, produites par les plus grands équipementiers européens.

Caractéristiques générales

- AAROK est un drone de catégorie MALE (moyenne altitude et longue endurance) de 5,5 tonnes de masse maximale au décollage, animé par une turbine de 1 200 chevaux.
- Sa masse à vide est de 2,5 tonnes, il peut donc emporter près de trois tonnes de carburant, d'armement et d'équipements de mission spécifiques.
- Avec une envergure de 22 mètres, il peut être entretenu dans les hangars standard des bases aériennes de l'OTAN, bien qu'il puisse être parfaitement déployé depuis des terrains sommaires : son train d'atterrissage autorise l'emploi de pistes non-revêtuées et ses techniques de construction en font une machine robuste, parfaitement capable d'être parquée dehors pendant une longue durée.
- Il peut voler par tous les temps, y compris en condition givrante connue.
- AAROK peut voler plus de vingt heures, bénéficie d'une vitesse de croisière de plus de 450 kilomètres heures et peut dépasser les 15 000 mètres d'altitude.
- Il est équipé de tous les équipements nécessaires à la réalisation de ses missions.

La BITD française produit déjà des radars, des capteurs optroniques, des armements, des systèmes de communication, de pilotage et de guerre électronique, développés pour les aéronefs français. D'une certaine façon, c'est un patrimoine technologique. Et nous le valorisons en le réutilisant. C'est grâce à ce patrimoine déjà développé, qualifié et soutenu, que nous pouvons proposer un drone MALE aussi ambitieux que le AAROK.

AAROK réalise trois principaux types de missions :

Missions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR)



[Source](#)

Grâce à son endurance, AAROK peut couvrir une zone de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés, ou bien rester de nombreuses heures à surveiller un point d'intérêt. Sa vitesse et ses moyens de communication par satellites lui permettent de réaliser cette mission loin de sa base de départ.

Il est équipé d'une suite complète de capteurs :

- capteurs champ larges (radar de surveillance multimodes dépassant la centaine de kilomètres de portée, transpondeur de navire AIS, systèmes de renseignement électromagnétique)
- capteurs champ étroit, avec un capteur optronique jusqu'à la catégorie de 25 pouces, soit plusieurs dizaines de kilomètres de portée.

Les caractéristiques et performances du AAROK en font une machine particulièrement adaptée :

- à la surveillance maritime (souveraineté dans les Zones Economiques Exclusive [ZEE], recherche et sauvetage [SAR], lutte antinavire et anti-sous-marin),
- à la surveillance des frontières ou de points d'intérêt (Dispositif Particulier de Sûreté Aérienne [DPSA]),
- aux missions de renseignement stratégique ou tactique.

Missions de frappe

Avec son radar et son aptitude à être déployé depuis des terrains sommaires, la qualité de l'armement est l'autre avantage comparatif du AAROK. Il est en mesure de frapper des cibles à plusieurs dizaines de kilomètres de distance, avec une précision métrique, au moyen de puissantes munitions guidées de la catégorie des 250 kg et d'armement innovants de la catégorie *Air Launched Effects* (ALE, Lutte informatique offensive - LIO, Munitions téléopérées - MTO).

Il peut donc détruire des cibles en restant à distance de sécurité de la plupart des menaces anti-aériennes, ce qui fait de AAROK le drone le plus adapté aux opérations de haute intensité.

Les caractéristiques et performances du AAROK en font une machine capable de réaliser des missions :

- D'interdiction (Air Interdiction - AI), c'est-à-dire aux frappes planifiées pour détruire les infrastructures de l'adversaire (bases militaires, zones logistiques, nœuds de communication, etc.)
- D'appui-feu rapproché (Close Air Support - CAS), c'est-à-dire de soutien direct des combattants sur le théâtre d'opération.
- De ciblage dynamique (Strike Coordination And Reconnaissance - SCAR), c'est-à-dire aux missions de reconnaissance qui débouchent sur la destruction de cibles, de type Hunter-Killer.
- De neutralisation des systèmes de défense aérienne ennemis (Suppression or Destruction of Enemy Air Defenses - SEAD/DEAD).

A terme, AAROK offrira des capacités de brouillage offensif pour accompagner les opérations aériennes combinées.

Relai de communication et C2

Site [Turgis Gaillard](#)

Source photo : armyrecognition.com

RH. L'armée de Terre renforce sa cyberdéfense avec un nouveau régiment spécialisé

Category: 2020-2030,Actualités

5 mars 2025



Créé le 1er janvier 2025, le premier régiment de cyberdéfense de l'armée de Terre marque une avancée stratégique dans la protection des réseaux militaires et la lutte contre les menaces numériques. Basé en Bretagne, il rassemblera d'ici 2030 près de 400 spécialistes hautement qualifiés. Lors de la cérémonie officielle de prise de commandement, l'importance croissante du cyberspace comme terrain d'opérations a été mise en avant, affirmant ainsi la capacité de l'armée de Terre à s'adapter aux nouveaux défis de la guerre numérique.

Cette nouvelle unité est basée en Bretagne et comptera d'ici à 2030, 400 hommes et femmes spécialistes de la cyber sécurité et reconnus pour leur haut niveau de qualification. Le régiment prend appui sur les 807^e et 808^e compagnies de transmissions (CTRS) et le bureau cyber de la [brigade d'appui numérique et cyber](#) (BANC).

Quelles sont les missions du régiment cyberdéfense armée de Terre ?

Les principales missions du régiment cyberdéfense armée de Terre sont :

- le déploiement des SOC tactique, de la défense des réseaux amis à distance, des groupes d'intervention cyber (GIC) préventive ou réactifs et l'armement des groupes de combat numérique (GCN) ;
- la connaissance de l'espace numérique ami et ennemi, la lutte informatique adaptée aux systèmes d'armes et la fonction audit de l'armée de Terre ;
- pour la compagnie de réserve LID : l'appui des entités du régiment et l'armement de ses unités opérationnelles ;
- pour le centre technique cyber : assurer la fonction centre technique de la lutte informatique défensive de l'armée de Terre ainsi que l'appui auprès des autres entités du régiment.

Une prise de commandement inédite

La cérémonie de prise de commandement a réuni autorités militaires et politiques. Elle met en lumière la capacité d'anticipation, de mobilisation et d'intervention en temps contraint, en tout temps et en tout lieu des équipes de l'armée de Terre formées à sécuriser, protéger et défendre dans le domaine de la sécurité numérique. Des capacités qui seront développées par le premier chef de corps du régiment cyberdéfense armée de Terre, le lieutenant-colonel Caverne.

La création de ce régiment représente une avancée majeure pour l'armée de Terre et la positionne comme le fer de lance de la sécurité numérique des armées. Régiment singulier, il est composé d'hommes et les femmes issus des trois armées, tous spécialistes de la cyberdéfense et hautement qualifiés. Cette diversité vient appuyer la capacité de sécurité numérique durcie, structurée, visible et intégrée à la manœuvre interarmées pour mieux répondre aux défis cyber actuels.

[Ministère des Armées et des Anciens combattants](#)

27 février 2025

*Légende de la photo : Cérémonie création du régiment cyberdéfense de l'armée de Terre
Copyright : © armée de Terre*

Industrie : Naval Group en lice pour équiper le Canada en sous-marins de nouvelle génération

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Armement,Europe de l'Ouest,Technologies
5 mars 2025



Le groupe français Naval Group a répondu à l'appel d'Ottawa pour le renouvellement de sa flotte sous-marine, avec une proposition basée sur la famille Barracuda. Ce projet, qui pourrait aboutir à la commande de douze sous-marins à propulsion conventionnelle, marque une nouvelle opportunité stratégique pour l'industriel français, déjà engagé sur plusieurs programmes internationaux. La compétition s'annonce intense, dans un contexte de renforcement des capacités navales canadiennes.

Le gouvernement canadien avait annoncé, le 17 septembre dernier, avoir émis auprès des industriels internationaux une demande d'information (*Request for Information - RFI*) [pour l'acquisition d'une flotte pouvant comprendre jusqu'à douze nouveaux sous-marins à propulsion conventionnelle](#). Les candidats intéressés avaient jusqu'au 18 novembre pour se manifester. Parmi ceux qui se sont positionnés figure Naval Group, ont révélé le 17 février nos confrères de *La Tribune*. Une information confirmée par les sources de Mer et Marine.

L'industriel français propose au Canada un sous-marin de la famille *Barracuda*, qui s'est pour le moment déclinée en deux variantes : une plateforme à propulsion nucléaire ([classe Suffren](#)) de 99.5 mètres et 4650 tonnes de déplacement en surface commandée par la France et dont trois exemplaires ont été à ce stade livrés par Naval Group (trois autres le seront d'ici 2030) ; ainsi qu'une version à propulsion diesel-électrique de 82 mètres et 3300 tonnes ([classe Orka](#)) dont quatre unités vont être réalisées pour les Pays-Bas, qui doivent réceptionner la tête de série en 2034. C'est aussi sur la base du design développé pour les nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) français que Naval Group avait remporté, en 2016, la compétition internationale lancée par l'Australie pour douze sous-marins conventionnels (*classe Attack*), Canberra annulant finalement ce contrat en 2021 suite à la signature de l'Alliance AUKUS avec les États-Unis et le Royaume-Uni.

(...) Lire la suite :

<https://www.meretmarine.com/fr/defense/naval-group-en-competition-pour-les-futurs-sous-marins-canadiens>

[**Vincent GROIZELEAU**](#)

[**Mer et Marine**](#)

25 février 2025

Tchad : Mahamat Déby face au piège ethno-politique et militaire

Category: 2020-2030,Actualités,Géopolitique

5 mars 2025



En soutenant les Forces de soutien rapide (FSR) dans la guerre civile soudanaise, le président tchadien Mahamat Déby fragilise son pouvoir et ravive les tensions ethno-politiques qui façonnent l'histoire du pays. Alors que l'armée soudanaise arme des rebelles tchadiens pour déstabiliser son régime, Déby se retrouve confronté à une armée divisée et un socle ethnique affaibli. Une situation explosive qui pourrait faire basculer le Tchad dans une nouvelle guerre civile.

Dans la guerre civile du Soudan, qui, depuis avril 2023, oppose les Forces armées soudanaises (FAS) du général Abdel Fattah al-Burhan, aux Forces de soutien rapide (FSR), de Mohamed Hamdan Dagalo alias Hemeti, le président tchadien Mahamat a pris le parti des FSR. Or, les FSR sont issues des Janjawid, milice tristement célèbre pour ses atrocités commises lors de la deuxième guerre du Darfour débutée en 2003 contre les Fur, les Massalit et les Zaghawa (voir à ce sujet mon livre [*Histoire du Sahel des origines à nos jours*](#)).

Or, ces trois ethnies transfrontalières sont ulcérées de voir que le président tchadien a décidé de soutenir ceux qui ont quasi-ethnocide les leurs. Résultat, les FAS arment actuellement des rebelles tchadiens dont l'objectif est la prise du pouvoir à Ndjamena, afin de priver les FSR de leur base arrière. Or, comme je l'ai écrit dans mon précédent communiqué, à la différence de son père, Mahamat Déby qui n'a ni ses capacités militaires, ni son envergure politique, se retrouve avec une armée profondément divisée et un pouvoir fragilisé face à des rebelles

aguerris, équipés et soutenus par l'armée soudanaise. Un Mahamat Déby qui, de plus, ne pourra pas être sauvé par une intervention de la France puisqu'il a fait fermer ses bases militaires... Voilà pourquoi une grande fébrilité agite actuellement la classe politique tchadienne.

Le plus grave est que le choix de Mahamat Déby menace de faire voler en éclats l'alchimie ethnique et politique tchadienne avec le risque d'un retour à la terrible guerre civile qui a ravagé le pays avant la prise de pouvoir par Idriss Déby Itno. En plus de cela, Mahamat Déby s'est coupé d'une partie du socle militaire zaghawa qui faisait la force de son père.

Or, toute la vie politico-ethnique tchadienne dépend des rapports internes de longue durée, des alliances, des ruptures et des réconciliations plus ou moins éphémères des ethnies nordistes autour desquelles s'est écrite l'histoire du pays depuis l'indépendance. C'est autour d'elles que se sont faites toutes les guerres du Tchad depuis 1963. C'est de leurs relations que dépend le futur du pays, la majorité de la population n'étant que la spectatrice-victime de leurs déchirements et de leurs ambitions. Or, l'alignement du Tchad sur les FSR fait éclater au grand jour leurs divisions.

Il faut en effet bien avoir à l'esprit que les Zaghawa, les Toubou du Tibesti (les Teda), les Toubou de l'Ennedi-Oum Chalouba (les Daza-Gorane) et les Arabes du Ouadaï sont divisés en une multitude de clans et de sous-groupes régulièrement prêts à s'affronter. Ainsi, les Zaghawa du clan Bideyat, celui d'Idriss Déby Itno, n'ont cessé de se diviser. Pour mémoire, les frères Timan et Tom Erdibi, les propres neveux d'Idriss Déby Itno, furent en guerre contre lui. Mahamat Idriss Déby, l'un des fils d'Idriss Déby Itno est de mère gorane. Gorane est le nom arabe désignant les Toubou de l'Ennedi et d'Oum Chalouba dont la langue est le daza. Lui-même a épousé une Gorane. D'où la méfiance de certains Zaghawa qui considèrent qu'il n'est qu'en partie des leurs. Même si, par le passé, des alliances plus qu'etroites ont pu régulièrement associer Zaghawa et certains clans Gorane, les actuels événements du Soudan font renaître les ferment de division, certains Zaghawa considérant ainsi que le soutien aux FSR pourrait être compris comme une rupture avec eux.

Autre point, n'oublions pas qu'Hinda, l'épouse d'Idriss Déby Itno, est une Arabe du Ouadaï et que, dans la guerre civile soudanaise, les Arabes penchent du côté des FSR.

Il est donc évident que le choix de Mahamat Déby de soutenir les FSR fait en réalité éclater la triple alliance ethno-clanique constituée par Idriss Déby , une alliance qui était le socle même de son pouvoir.

Dans ce contexte, les rebelles tchadiens qui combattent aujourd'hui aux côtés des FAS sont utilisés par ces dernières pour tenter de renverser le pouvoir à N'Djamena afin de priver les FSR de leur base arrière tchadienne. La manœuvre initiée par les FAS qui est claire est mise en pratique depuis plusieurs mois : porter la guerre au Darfour, fief des FSR, après avoir brisé le siège d'El-Fasher, afin de couper les routes d'approvisionnement de ces dernières depuis le Tchad. Une manœuvre en forme de mouvement tournant qui se précise encore davantage à la lumière des récents succès militaires des FAS.

Voilà pourquoi, en plus d'avoir peut-être misé sur le « mauvais cheval », Mahamat Déby pourrait avoir soulevé le couvercle de la cocotte-minute ethno-politique tchadienne...

[1] Pour l'évolution de la situation militaire au Soudan on se reportera à l'article de Leslie Varenne intitulé « [Guerre au Soudan, le Tchad pris à son propre piège](#) » publié dans Iveris et dans Mondafrique.

Bernard LUGAN

<https://bernardlugan.blogspot.com/>

20 février 2025

Energie : Un rapport explosif d'EDF amorce la fin des éoliennes et des panneaux solaires

Category: 2020-2030,Actualités,Union Européenne

5 mars 2025



Un rapport de l'Inspecteur Général pour la Sécurité Nucléaire et la Radioprotection d'EDF, publié début février 2025, met en lumière les risques économiques et techniques liés à l'intégration massive des énergies renouvelables intermittentes dans le mix énergétique français. Ce document, qui contredit le narratif d'une complémentarité fluide entre nucléaire et éolien, relance le débat sur l'avenir du

système électrique national et suscite de vives réactions au sein des filières énergétiques et du monde politique.

C'est la publication début février 2024 par EDF d'un [discret rapport](#) de son Inspecteur Général pour la Sûreté Nucléaire et la Radioprotection (IGSNR) qui a mis le feu aux poudres et qui enflamme les réseaux sociaux.

Rédigé et publié par **l'Amiral (2s) Jean Casabianca**, ce rapport dénonce les risques techniques et économiques pour EDF de la complémentarité entre le nucléaire et les énergies intermittentes comme les éoliennes ou les panneaux solaires. Il précise page 13 :

« L'arrivée massive de nouvelles sources d'électricité renouvelables (EnR), à la fois intermittentes et prioritaires sur le réseau, a multiplié les variations de charge.

Elles ne sont pas sans risque sur la sûreté du système électrique (dont le black-out) ni sans contrainte sur le fonctionnement de nos installations. À long terme, elles remettent en cause le modèle économique. (...)

De souplesse de fonctionnement, la modulation s'est transformée en contrainte, le nucléaire devant faire face à la demande, seul ou avec l'hydraulique, sauf à se résoudre à employer des moyens thermiques et carbonés.

En outre, le suivi de charge a forcément un impact sur la machine, plus fréquemment sollicitée par des cyclages profonds. L'augmentation des fortuits n'est pas flagrante mais c'est dans la durée que les effets seront appréciés.

J'estime que la priorité donnée aux EnR, dans une complémentarité unilatérale nucléaire-EnR, conduit à des variations de puissance dont il serait d'autant plus opportun de se dispenser qu'elles ne sont jamais anodines sur la sûreté, notamment la maîtrise de la réactivité, et sur la maintenabilité, la longévité et le coût d'exploitation de nos installations. »

Mauvais vent pour les lobbyistes de l'éolien

Le passage de ce rapport d'Edf a une portée de la plus grande importance car il remet clairement en cause ce qui est vendu depuis des années par les lobbyistes des éoliennes à savoir la complémentarité nucléaire - énergies intermittentes (éoliennes panneaux solaires) traduction technique du « en même temps » énergétique du Président Emmanuel Macron.

En effet la commission d'enquête sur les énergies renouvelable dirigé en 2019 par Julien Aubert avait largement remis en question le fait que les éoliennes avaient une utilité pour la décarbonation. A l'époque Jean François Carenco Président de la Commission de régulation de l'Energie s'était exprimé à ce sujet :

« Il ne faut pas s'y tromper : grâce au mix énergétique décarboné, composé principalement de nucléaire et d'hydroélectrique, nous bénéficions déjà de faibles émissions de CO2 et d'un prix de l'électricité maîtrisé. Vous le savez, nous émettons six fois moins de CO2 que nos voisins allemands (...). Le développement des énergies renouvelables (EnR) électriques ne sert donc pas à réduire les émissions de CO2. Il faut le rappeler, car on dit beaucoup de mensonges à ce sujet, et encore récemment à la télévision. Cela n'a aucun sens et procède d'une forme de

populisme idéologique »

A l'issu de [ce rapport de l'Assemblée nationale](#) et de la relance du nucléaire amorcé par Emmanuel Macron en octobre 2021 lors du plan d'investissement 2030, puis à Belfort en février 2022, les exploitants d'éoliennes devaient revoir leurs éléments de langages commerciaux pour justifier les installations. Désormais les éoliennes allaient servir non plus pour la décarbonation mais pour compenser le retard pris dans la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Il fallait donc un mix électrique basé sur le nucléaire complété avec des éoliennes ou des panneaux solaires en attendant la construction des nouveaux réacteurs.

Narratif contre réalité

Le narratif de certains de la filière nucléaire alliés à la filière éolienne allait donc promouvoir le complément nucléaire-éolienne comme l'avenir radieux d'un mix électrique décarboné français. C'était sans compter que la réalité de la science et des faits [l'emporte toujours sur l'idéologie](#).

Face à cette nouvelle propagande de nombreux spécialistes s'inquiétaient des dangers de moduler le nucléaire avec les énergies intermittentes au moment où le vent ne souffle pas et où le soleil ne brille pas. Beaucoup d'ingénieurs alertaient sur les risques que couraient nos centrales nucléaires à adapter leur production en fonction de l'activité des énergies intermittentes du fait de la priorité de réseau dont elles bénéficient dans le marché européen de l'électricité.

Le 1^{er} décembre dernier avec d'anciens dirigeants de la filière énergétique nous avons alerté le premier Ministre dans une tribune choc sur le danger d'une politique énergétique du « en même temps » nucléaire énergie intermittente qui déstabilisait notre économie tout entière. Parmi ces alertes nous avions dénoncé :

[« L'illusion répandue par les rapports officiels de RTE que les énergies renouvelables intermittentes et l'énergie nucléaire seraient complémentaires »](#)

Ce texte devait inspirer une autre tribune publiée le 13 janvier 2025 dans le Point par 80 parlementaires qui demandaient justement une pause dans cette [politique des énergies intermittentes en France](#).

La prise de conscience des responsables

En ce début d'année 2025, ce mouvement de fonds exprimé par d'anciens dirigeants d'entreprises énergétiques et des parlementaires a suscité une véritable panique de la filière éolienne au point que leur lobbyiste ont fini par publier une tribune désespérée dans le Monde le 30 janvier 2025 titré « [Il est temps de remiser l'opposition entre nucléaire et renouvelables ...](#) » militant à nouveau sur la nécessité de ce complément nucléaire-éolienne.

Finalement début février 2025, ce rapport de l'Inspecteur Général pour la Sécurité Nucléaire et la Radioprotection, amiral et ancien de l'école naval, venait mettre un terme à ce débat de la plus haute importance en soulignant les dangers pour l'économie du nucléaire et pour la fiabilité technique des centrales nucléaires françaises de les mixer avec des énergies intermittentes.

Dans cette [guerre mondiale de l'énergie](#) qui s'exprime en France par ce lobbying pro éolien et pro photovoltaïque contraire aux intérêts énergétiques de la France, ce discret rapport met un véritable coup de grâce à la politique des énergies intermittente en France. Même si les acteurs de l'énergie ou de la vie politique n'ont pas encore parfaitement mesuré la portée de ce rapport technique historique, il est incontestable que ce dernier fera date et ne pourra absolument pas être enterré ou minimisé par le PDG d'EDF Luc Rémont.

En tout cas nous y veillerons !

Fabien BOUGLE*

Expert en politique énergétique

[le Spectacle du monde](#)

14 février 2025

*Auteur de *Guerre de l'Énergie*, Edition du Rocher, mention d'honneur prix Turgot 2024.

Hommage. Décès d'Igor Rostislavovitch Iline, dernier témoin du régiment « Normandie-Niémen »

Category: 1942-1945, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Actualités, Europe de l'Est, Europe de l'Ouest

5 mars 2025



Le ministre des Armées a rendu hommage à Igor Rostislavovitch Iline, dernier survivant du régiment de chasse « Normandie-Niémen », décédé le 1er février 2025. Engagé aux côtés des pilotes français sur le front de l'Est entre 1944 et 1945, il avait consacré sa carrière à la maintenance et à la réparation des appareils de combat.

Décoré de la Légion d'honneur en 2012, il incarnait un pan unique de l'histoire militaire franco-russe, illustrant l'engagement de la France Libre aux côtés de l'Armée rouge durant la Seconde Guerre mondiale.

Le ministre des armées, Monsieur Sébastien LECORNU, salue la mémoire de Monsieur Igor Rostislavovitch Iline, dernier survivant du régiment « Normandie Niémen », décédé le 1^{er} février 2025.

- Diplômé en 1943 de l'école de formation des mécaniciens de l'aéronautique militaire, Igor Rostislavovitch Iline fut affecté d'avril 1944 à juin 1945 à la deuxième escadrille du Régiment « Normandie ».
- Il participe aux campagnes de libération des villes de Smolensk, de la Biélorussie et de la Lituanie. Il termine son service dans l'Armée rouge en 1945.

Il a préparé et réparé les avions de chasse des pilotes français combattant sur le front de l'Est de 1944 à 1945. Igor Rostislavovitch Iline avait été décoré des insignes de chevalier de la Légion d'honneur en octobre 2012 pour sa bravoure aux côtés des pilotes français du régiment de chasse « Normandie Niémen ». Le groupe de chasse Numéro 3 « Normandie » (GC 3) fut constitué en 1942 au Levant, suite à l'invasion de l'Union soviétique par les troupes allemandes. Le général de Gaulle, soucieux de voir la France Libre représentée sur tous les fronts, envoie le GC 3 combattre aux côtés de l'Armée rouge sur le front de l'Est. Le groupe de chasse devient le régiment de chasse « Normandie Niémen » en 1944. Il s'agit d'un cas presque unique d'une force occidentale à s'être battue aux côtés de l'Armée rouge, sur le sol soviétique durant la Seconde Guerre mondiale.

Centre média du ministère des Armées

Histoire. Brève histoire des Renseignements généraux (RG)

Category:

1800-1900,1900-1930,1930-1935,1935-1940,1940-1942,1942-1945,1945-1954,1955-1962,1962-1989,1989-1992,1992-2000,2000-2020,Comment fonctionne un service de contre-espionnage ?,Comment les Services Spéciaux français étaient-ils organisés ?,Mafias et terrorisme,Renseignement,Services français

5 mars 2025



Les Renseignements généraux (RG) ont joué un rôle clé dans la collecte et l'analyse d'informations sur la vie institutionnelle, économique et sociale en France. Depuis leur origine sous Napoléon Ier jusqu'à leur intégration dans le renseignement territorial moderne, leur mission a évolué au gré des menaces et des enjeux de sécurité nationale. Retour sur l'histoire d'un service central à la fois discret et stratégique.

Avec pour lignes directrices la recherche de renseignement sur la vie institutionnelle, économique et sociale et les phénomènes susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et à la sûreté générale, les Renseignements généraux ont vu leur périmètre d'action et leur organisation fluctuer au fil des temps.

La chute de la monarchie française en 1792 ouvre une période agitée, durant laquelle l'activité de police fait l'objet de nombreuses réorganisations. En **février 1800**, Bonaparte crée la

Préfecture de police de Paris et sa division « *Sûreté générale et police secrète* », prémices du premier service organisé pour prendre en compte les activités de renseignement en France.

En 1811, des « commissaires spéciaux ^[1] » sont attachés à la surveillance de l'opinion, des opérations de commerce, des mouvements des ports, des communications avec l'étranger, des associations politiques et religieuses.

Sous le Second Empire, Napoléon III édicte un décret qui place 30 commissaires spéciaux de police ^[2] sous la tutelle des préfets et du ministère de l'Intérieur. Outre la répression des infractions de droit commun, ils sont chargés du suivi de l'état de l'opinion publique. En 1861, de nouvelles directives viennent élargir leurs prérogatives, notamment en ce qui concerne la police des ressortissants étrangers et celle des ports et des frontières. Ces commissaires spéciaux constituent la première implantation territoriale durable de l'activité de renseignement.

La structuration progressive des RG

Confrontée aux mouvements anarchistes et aux attentats qu'elle ne parvient pas à endiguer seule, la police française commence à s'engager pleinement dans la coopération internationale, après l'assassinat de l'impératrice d'Autriche en 1898.

En 1907, une vaste réforme de l'organisation policière est engagée par Georges Clémenceau, alors Président du conseil et ministre de l'Intérieur. Ce dernier instaure des brigades régionales mobiles, plus connues sous le nom de « Brigades du Tigre », qui sont principalement chargées de lutter contre le crime organisé.

En parallèle, il crée une autre brigade en charge de la police judiciaire et des renseignements généraux, placée au sein de la Sûreté générale. Le dispositif est complété, en 1911, par le nouveau service des renseignements généraux de police administrative qui a pour mission de prévenir les troubles à l'ordre public.

Par ailleurs, le gouvernement encourage le développement à Paris d'un service de renseignement possédant des attributions similaires. Les Renseignements généraux de la préfecture de police (RGPP), ainsi que le service des renseignements généraux et des jeux, sont ainsi créés en 1913.

En avril 1937 sous le Front Populaire, le président du Conseil Léon Blum et le ministre de l'Intérieur Max Dormoy expérimentent une nouvelle Commission interministérielle du renseignement, réunie chaque semaine autour du président du Conseil, pour faciliter l'échange d'informations au plus haut niveau.

L'après-guerre impose de nouvelles missions

Dès novembre 1944, le Général de Gaulle restructure les services de renseignement et de contre-espionnage. Il crée la [direction de la surveillance du territoire](#) (DST) et confirme dans leurs missions les Renseignements généraux, placés au sein de la sûreté nationale. Le suivi de la vie politique, économique et sociale, ainsi que la surveillance des hippodromes et des établissements de jeux, leur sont confiés.

L'appellation historique de « direction centrale des renseignements généraux » (DCRG)

apparaît en octobre 1968. Peu après, la DCRG intègre la nouvelle direction générale de la police nationale (DGPN) qui succède à la Sûreté nationale.

Au cours des années 70, les RG sont chargés de missions de recherche de renseignement concernant les phénomènes terroristes. Ils contribuent à l'identification des réseaux terroristes et notamment islamistes, en lien étroit avec la direction de la surveillance du territoire (DST) et les renseignements généraux de la préfecture de police (RGPP) à Paris.

Dans les années 90, les RG doivent également faire face aux phénomènes de violence urbaine, aux dérives sectaires ou au hooliganisme, qui ont une incidence sur la sécurité et l'ordre public. Ils s'intéressent aussi aux nouvelles formes de contestation sociale. Ils surveillent les groupements à risque ou les individus susceptibles de se livrer à des actions violentes, prônant des idéologies extrémistes, séparatistes (basques, corses), ou portant atteinte aux principes démocratiques.

Le suivi de l'activité et du fonctionnement interne des partis politiques lui est retiré.

En dépit des activités et des cultures complémentaires des RG et de la DST, le contexte sécuritaire du début des années 2000 fait apparaître un besoin d'intensification de la coopération entre les services de renseignement du ministère de l'Intérieur. Une refonte des services de renseignement policier est décidée au plus haut niveau en 2007. La DCRG est alors supprimée par le décret n°2008-609 du 27 juin 2008.

Ses attributions sont en partie transférées à la [direction centrale du renseignement intérieur](#) (DCRI), qui deviendra l'actuelle DGSI en 2014. À l'inverse, ses missions relatives à la vie institutionnelle, économique et sociale, et aux phénomènes de violence urbaine susceptibles d'intéresser l'ordre public sont confiées à la sous-direction de l'information générale (SDIG) de la DGPN. Ce service forme l'ossature de l'actuel service central du renseignement territorial (SCRT), créé en 2014. Simultanément, l'activité de contrôle des établissements de jeux et de courses est définitivement transférée à la police judiciaire (DCPJ).

[1] Crées par décret impérial du 25 mars 1811

[2] Crées par décret du 22 février 1855

Source : [DGSI](#)

Priorité de la Défense américaine : Discours du Secrétaire à la Défense Pete Hegseth au Pentagone

Category: 2020-2030,Actualités

5 mars 2025



Lors d'une conférence de presse tenue le 7 février 2025, le Secrétaire à la Défense des États-Unis, Pete Hegseth, a exposé sa vision pour le Département de la Défense sous la nouvelle administration. Insistant sur un retour aux fondamentaux militaires, il a défini trois priorités majeures : restaurer l'éthique du guerrier, reconstruire l'armée américaine et rétablir la dissuasion. Il a également affirmé son engagement envers une gestion plus efficace des ressources du Pentagone, une sécurisation renforcée de la frontière sud et une approche plus pragmatique des alliances internationales.

Discours de Pete HEGSETH, Secrétaire à la Défense américaine :

« C'est un honneur absolu de me tenir devant vous tous. Je suis reconnaissant. Je suis honoré. Les deux semaines que j'ai passées ici sont un rappel solennel, et à quelques reprises, un rappel solennel de la nature très particulière de ce que fait le ministère de la Défense.

Et je l'ai vu au bureau de l'Office of Secretary of Defense (OSD). Je l'ai vu chez tant de personnes avec lesquelles j'ai eu la chance d'interagir, et chez tant d'autres avec lesquelles je veux interagir, l'engagement solennel envers le devoir constitutionnel que nous avons tous, de protéger et de défendre la Constitution.

Qu'une administration parte et qu'une autre arrive, et cela peut entraîner de nombreux changements en fonction des élections qui ont eu lieu, des nouveaux dirigeants, des nouveaux décrets, des nouvelles directives et des ordres légaux.

Mais ce qui m'a le plus impressionné, c'est le professionnalisme des hommes et des femmes de tous les rangs qui reconnaissent pour qui nous travaillons, c'est-à-dire le peuple américain,

pour la défense de notre nation.

Je tiens donc à remercier tous ceux qui nous regardent, tous ceux qui sont ici pour avoir participé à cette transition, ce que j'ai certainement beaucoup reconnu.

J'ai passé une grande partie de ma carrière dans l'armée, ce qui n'est pas autant que beaucoup d'entre vous qui essaient de fuir le mât du drapeau le plus vite possible.

Il semble maintenant que je sois le mât du drapeau.

Je reconnaiss et je comprends cette distinction. Mais ce que je veux apporter à ce travail et à l'éthique, c'est une reconnaissance des hommes et des femmes qui font le sale boulot toute la journée pour nous ici, partout dans le monde.

Chaque fois que je parle, ou chaque fois que j'étais dans ma vie professionnelle, j'étais à la télévision, j'étais sous les projecteurs et les projecteurs et les gens me regardaient, je prenais toujours du recul pendant une seconde pour penser aux hommes et aux femmes avec qui j'ai servi.

Les gens qui ne seront jamais présentés, qui n'auront jamais de micro. On ne les entendra jamais. Les hommes et les femmes avec qui vous savez que vous avez servi et qui sont les meilleurs des meilleurs de notre pays. C'est à eux que nous servons.

J'étais au téléphone tard dans la nuit hier soir, parlant aux familles de deux soldats qui ont eu un accident à Fort Stewart. J'étais au téléphone avec les trois, les familles des trois qui ont été perdus dans l'UH60 à l'extérieur de l'aéroport ici à Washington, DC.

Les coûts et les conséquences sont très réels, et vous le savez.

L'une des choses auxquelles je n'étais pas préparé, c'est que toutes les deux semaines, nous faisons un carnet de commandes à l'OSD où nous approuvons littéralement les commandes qui sortent. Cela ressemble à une formalité, mais après avoir reçu ces ordres où les dates et la mission comptaient vraiment, je regarde mes ordres et je me demande où je vais, qu'est-ce que cela signifie et combien de temps je reste là-bas.

Cela m'a fait l'effet d'un choc.

Chacune de ces signatures concerne un être humain dont la mission doit être importante et vitale pour l'intérêt national et pour notre ministère avant que je signe ce livre. Et c'est en grande partie mon engagement envers vous.

C'est aussi mon travail de ne pas maintenir le statu quo, comme le président Trump me l'a demandé.

Nous allons adopter des approches non conventionnelles. Nous allons agir vite, sortir des sentiers battus, être perturbateurs à dessein pour créer un sentiment d'urgence que je veux m'assurer d'avoir au sein de ce ministère. Et ce n'est pas pour mettre en cause quiconque a été ici ou quiconque est assis ici ou quiconque regarde.

Je n'ai pas besoin de vous dire que nous vivons une époque très dangereuse dans un monde où

les puissances ascendantes, si elles avaient leur mot à dire, adoreraient s'élever et rejeter les forces, les capacités et les croyances de l'Occident.

L'Amérique est à l'avant-garde de ce mouvement.

Et en portant l'uniforme ici au ministère, c'est notre travail de nous assurer que nous créons l'effet dissuasif qui maintient la domination américaine dans le monde.

Et il y a beaucoup de gens, notamment - et je l'ai cité en public également - les communistes chinois qui cherchent par leur ascension une vision très différente du monde. Nous devons donc agir d'urgence et être prêts à comprendre ce que cela signifie. Et nous allons le faire.

Une partie de la façon dont nous appliquons cela est que je suis arrivé avec trois piliers que j'ai déjà répétés, mais je veux redire comment nous abordons cela à mon niveau.

Le premier est de restaurer l'éthique du guerrier.

Assurez-vous que nous revenons à l'essentiel. Notre mission est de dissuader les conflits et, si nécessaire, de vaincre et de détruire complètement, de démoraliser et de vaincre nos ennemis. C'est ce que nous faisons. Nous menons des guerres ici au ministère de la Défense, et nous voulons rétablir cette situation en nous concentrant sur la préparation, la létalité et la conduite de la guerre dans tous les domaines.

Hier, j'étais avec les surintendants de West Point et d'Annapolis à l'Académie de l'Air, hé, que faisons-nous là-bas pour faire avancer ces principes fondamentaux ? Que faisons-nous ici pour faire avancer ces principes fondamentaux de E-1 à - je suppose que c'est O-10, je n'ai même jamais dit ça. Et je sais que cette salle est O-6 et en dessous, ce qui m'a été dit était junior. D'où je viens, un O-6 n'est pas junior.

Donc, c'est un nouveau rôle pour moi aussi dans cette perspective.

Et je suis allé à Fort Bliss, j'ai rencontré - j'ai dit intentionnellement, hé, E-7 et au-dessus et O-3 et au-dessus ou O-4 et au-dessus déménagent. Je veux entendre les gens ici sur cette mission frontalière, comment cela vous affecte-t-il, vous et votre famille ? Quelle est votre mission ? Êtes-vous utilisé ? Comment cela affecte-t-il - je pense en fait que cela contribue à la préparation et - parce que vous faites une mission dans le monde réel, mais comment cela affecte-t-il tous ces aspects ?

Il est essentiel de restaurer l'esprit guerrier, et je pense que nous l'avons déjà constaté dans les chiffres du recrutement. Je pense que nous avons constaté un enthousiasme et une excitation chez les jeunes hommes et femmes qui veulent s'engager activement dans l'armée parce qu'ils souhaitent faire partie de la meilleure force de combat que le monde ait à offrir et ne pas faire beaucoup d'autres choses qui servent souvent, trop souvent, à diviser ou à distraire.

Il s'agit d'être prêt, de rester concentré, et je pense que vous l'avez vu dans de nombreux décrets présidentiels émis que nous avons repris. Et il peut y avoir une confusion à ce sujet. Mais de notre point de vue, pourquoi se débarrasser de quelque chose comme DEI ? Parce que de notre point de vue, cela a servi à diviser la force au lieu de l'unifier.

Et c'est quelque chose que j'ai dit assez publiquement, et ce que je veux, c'est être transparent avec ce bâtiment et tous ceux qui servent ici, dire la même chose en public que nous disons en privé, ce que j'espère que vous trouverez de nous.

Je pense que la phrase la plus stupide de l'histoire militaire est « Notre diversité est notre force ».

Je pense que notre force est notre unité, notre force est notre objectif commun, quelle que soit notre origine, quelle que soit la façon dont nous avons grandi, quel que soit notre sexe, quelle que soit notre race, dans ce département, nous traiterons tout le monde de manière égale. Nous traiterons tout le monde avec équité. Nous traiterons tout le monde avec respect. Et nous vous jugerons en tant qu'individu par votre mérite et par votre engagement envers l'équipe et la mission.

C'est comme ça que ça s'est passé. C'est comme ça que ça se passera.

Toute inférence contraire est destinée à diviser ou à créer des complications qui autrement ne devraient pas exister et n'existent pas.

J'ai servi tout au long de ma carrière avec des hommes et des femmes extraordinaires de tous les horizons. Ils étaient présents à mon témoignage au Congrès, ils ont été dans mon bureau, ils travaillent avec moi et pour moi maintenant. Leurs contributions sont immenses pour cette nation et sont appréciées de la même manière que pour tout le monde et c'est l'approche que nous allons adopter. Donc, restaurez l'éthique du guerrier.

La deuxième est de reconstruire notre armée.

Notre base industrielle de défense, notre processus d'acquisition, la rapidité avec laquelle nous mettons en œuvre de nouvelles technologies, la façon dont nous tirons les leçons des conflits dans le monde, la façon dont nous adaptons ce que nous finançons aux capacités et aux effets. Il y a beaucoup de programmes ici sur lesquels nous avons dépensé beaucoup d'argent et qui, lorsqu'on les utilise comme un jeu de guerre, n'ont pas l'impact souhaité.

L'un des avantages que j'ai, c'est que je ne viens pas de... je n'ai pas d'intérêts particuliers. Je n'ai pas d'expérience dans les systèmes ou les services. Je suis agnostique à ce sujet.

Je veux... cela signifie que je vais prendre beaucoup de flèches, et je suis prêt à le faire. C'est bien. Nous avons besoin des meilleurs systèmes entre les mains des combattants là où ils en ont besoin, aux COCOM pour dissuader et envoyer les signaux que lorsque le combat aura lieu, nous sommes prêts à gagner et à gagner de manière décisive.

Cela comprend un audit du Pentagone, qui, pour les Marines là-bas, vous avez tout compris et nous apprécions cela, maigre et méchant. Nous allons nous concentrer sur le fait que, au minimum, d'ici quatre ans, le Pentagone passe un audit sans faute.

Les contribuables américains le méritent. Ils méritent de savoir où vont leurs 850 milliards de dollars, comment ils sont dépensés et de s'assurer qu'ils sont dépensés à bon escient.

Auparavant, si vous demandiez un audit, vous sapiez d'une manière ou d'une autre le

ministère. Je crois exactement le contraire.

Je crois que nous sommes responsables de chaque dollar que nous dépensons et que chaque dollar de gaspillage ou de redondance que nous trouvons est un dollar que nous pouvons investir ailleurs, comme le président Trump s'y est engagé, directement pour reconstruire l'armée de notre pays. La reconstruction de notre armée est donc essentielle.

Et troisièmement, il faut rétablir la dissuasion.

Malheureusement, au cours des dernières années, nous avons vu des événements qui se sont produits et qui ont créé une perception – réalité ou perception, mais je dirais plutôt une perception de la faiblesse américaine, que ce soit ce qui s'est passé en Afghanistan, d'ailleurs, pour lequel nous allons devoir rendre des comptes, nous méritons de rendre des comptes pour ce qui s'est passé en Afghanistan, pour ce qui s'est passé le 7 octobre, la guerre qui a été déclenchée en Ukraine.

Le chaos se produit lorsque la perception de la force américaine n'est pas complète. Nous cherchons donc à rétablir cette dissuasion, et cela commence par notre propre frontière sud. Cela commence par la défense de notre patrie.

Je pense que d'une certaine manière, ce ministère a eu l'impression au fil du temps que c'était la mission de quelqu'un d'autre. Nous avons passé beaucoup de temps, des décennies, ma génération et la vôtre, à défendre les frontières d'autres peuples à travers le monde, mais nous avons assisté à une invasion de la nôtre.

De la part de personnes du monde entier qui, j'en suis sûr, veulent pour beaucoup une vie meilleure. Je comprends cela. Mais nous ne savons pas non plus qui sont des millions d'entre eux, quelles sont leurs intentions, pourquoi ils sont ici - cela crée une menace très réelle pour la sécurité nationale du pays.

La sécurité des frontières est une sécurité nationale et, comme le président nous l'a dit, nous allons obtenir un contrôle opérationnel à 100 % de notre frontière sud et cela sera - doit être et sera - une priorité de ce ministère.

Je tiens à tirer mon chapeau au NORTHCOM, ils ont fait un travail incroyable au cours des deux premières semaines ici, en prenant ce décret exécutif, qui parlait de la défense territoriale de notre pays comme étant au cœur de la mission de défense, et en le mettant en œuvre.

D'une certaine manière, en utilisant les processus existants dont nous disposons, qui ne sont franchement pas assez robustes, mais aussi en planifiant et en anticipant la manière dont nous allons passer à une défense plus efficace et permanente, en repoussant et en scellant notre frontière sud, afin que nous sachions exactement qui entre et quand ils entrent, ils entrent légalement.

Et puis aussi la priorisation à travers le monde. Nous avons beaucoup d'avantages, mais pas des atouts illimités. Et donc, une partie de la priorisation consiste à donner du pouvoir à nos alliés et partenaires. **Nous devons diriger le monde, cela ne fait aucun doute. Et le président Trump a été clair à ce sujet.**

L'Amérique d'abord signifie que nous prenons soin de l'Amérique d'abord. Mais une partie de l'Amérique d'abord consiste à donner à nos alliés et partenaires les moyens d'être des multiplicateurs de combat, d'ajouter aux capacités dont nous disposons.

Je veux dire, ce sont des ventes militaires à l'étranger, des exercices, des partenariats de défense. Mais cela rappelle aussi à certains pays et à certaines régions du monde que l'Amérique ne peut pas être le garant de tout pour toujours dans un monde où nous devons donner la priorité à des menaces plus importantes à certains moments.

Vous allez donc voir ce genre de priorisation de notre part, qui, selon nous, va renforcer, dynamiser, encourager un plus grand partage des charges de la part des alliés qui nous sont chers, que nous soutenons, qui doivent également être prêts à intensifier leurs efforts.

Le président Trump a été le premier à le faire avec l'OTAN lors de sa première administration. Nous allons le faire à nouveau. Nous irons en Europe la semaine prochaine pour la réunion ministérielle de l'OTAN afin de parler à nos amis qui ont été et continueront d'être nos alliés.

Mais nous devons également les encourager à continuer d'accroître leurs dépenses dans le domaine de la défense. Le genre de choses que nous devons faire ici aussi, chez nous.

Donc, pour conclure, j'ai déjà parlé plus longtemps que je n'aurais dû. C'est vraiment un retour en arrière, de notre point de vue, un retour aux fondamentaux.

Lorsque le président Trump m'a choisi et m'a dit : « Pete, je veux que tu diriges le ministère de la Défense », il m'a demandé de ramener ce ministère à sa mission de combat, qui est au cœur de ses préoccupations.

La guerre, la létalité, la méritocratie, la responsabilité et la préparation. Les choses que nous - le - je - le fondement de ce que nous comprenons tous comme étant notre mission fondamentale.

Vous savez, j'étais à l'Académie des sergents-majors à Fort Bliss il y a quelques jours à peine pour parler à 500 futurs sergents-majors. Euh, ils sont les porte-étendards. Quelles sont les normes ? Je veux dire, et cela commence par les choses de base, n'est-ce pas ? Il s'agit des normes de toilettage, des normes d'uniforme, des normes de formation, des normes de condition physique.

Tout cela compte. C'est presque comme la théorie des vitres brisées de la police. Lorsque vous ignorez les petites choses des criminels, et je ne dis pas - je ne dis pas que si vous violez les normes de toilettage, vous êtes un criminel.

L'analogie est incomplète.

Mais si vous violez les petites choses et que vous les laissez se produire, les grandes choses, cela crée une culture où vous n'êtes pas tenu responsable des grandes choses. Je pense que la même chose existe au sein de nos services. Et nous nous assurons qu'à chaque niveau, il y a des normes et une responsabilité. Et que nous le vivons également au plus haut niveau.

C'est pourquoi nous allons, vous savez, revenir sur ce qui s'est passé en Afghanistan et

demander des comptes aux gens. Pas pour être rétrospectifs, ni pour punir, mais pour comprendre ce qui s'est mal passé et pourquoi il n'y a pas eu de responsabilité pour cela. Ce genre de choses sont des exemples.

Mais j'apprécie simplement le service que beaucoup d'entre vous rendent. Je sais que beaucoup de gens regardent. C'est l'honneur d'une vie d'être à vos côtés. Personne ne travaillera plus dur. Personne ne sera plus... tentera d'être plus transparent avec le peuple américain et avec vous.

Nous voulons entendre vos commentaires. Et nous allons nous mettre au travail immédiatement. Et je suis reconnaissant au président Trump pour son leadership. Nous allons reconstruire l'armée et nous concentrer sur les troupes.

Souveraineté. L'Italie face à une perte de souveraineté : l'américanisation silencieuse de ses infrastructures stratégiques

Category: 2020-2030,Actualités,Amérique du Nord,Renseignement,Souveraineté
5 mars 2025



L'Italie traverse une phase critique où son indépendance économique et géopolitique est mise à l'épreuve par une influence américaine croissante sur ses infrastructures stratégiques. La montée en puissance de BlackRock dans le secteur de la défense, l'intérêt d'Elon Musk pour les télécommunications et l'espace, ainsi que l'emprise progressive de la finance américaine sur les grandes entreprises italiennes posent un sérieux problème de souveraineté nationale. Cette pénétration, sous couvert d'investissements, pourrait transformer l'Italie en un simple rouage de la stratégie globale des États-Unis, limitant sa capacité de décision sur des enjeux cruciaux pour son avenir.

AASSDN Commentaire : L'arrivée de Donald Trump au pouvoir ne verra pas se réduire les pressions exercées par les Etats-Unis sur les pays européens dans les domaines stratégiques de l'économie, de la Défense et en particulier du renseignement.

Le principe politique « diviser pour régner » va continuer à s'appliquer par les Etats-Unis sur chacun des pays européens en fonction de leurs intérêts nationaux.

Cette politique probable des Etats-Unis conduira à une fragilisation et à une dépendance accrue des pays européens vis-à-vis de leur « grand allié », à moins qu'elle accélère le renforcement de relations privilégiées de certains pays qui souhaitent préserver leur souveraineté, c'est-à-dire leur liberté d'action politique. Ainsi ces pays pourraient développer des partenariats privilégiés avec d'autres pays dans le monde qui souhaitent, comme eux, ne pas entrer dans l'orbite d'une grande puissance.

L'Italie traverse une phase de transformation inquiétante : l'américanisation de ses

infrastructures critiques. Ce phénomène, de plus en plus visible, ne relève pas uniquement de l'économie, mais aussi de la géopolitique et de la stratégie, avec des risques potentiels pour notre souveraineté nationale. Les récents développements, tels que l'acquisition de parts importantes de Leonardo par BlackRock et l'intérêt d'Elon Musk pour le secteur des télécommunications et de l'espace, illustrent clairement cette érosion progressive du contrôle italien sur des secteurs vitaux.

BlackRock : une pénétration financière déguisée en investissement

La récente opération de BlackRock, qui a dépassé 3% des parts de Leonardo, doit être perçue avec une extrême inquiétude. Il ne s'agit pas simplement d'un investissement dans une entreprise rentable : nous sommes face à une pénétration systématique de la finance américaine dans l'une des entreprises les plus stratégiques pour notre défense et notre sécurité nationale. Leonardo, acteur clé dans le secteur de la défense, est impliqué dans des projets sensibles tels que le programme F-35 et la mission Artemis, tous deux cruciaux pour notre politique de sécurité nationale.

La participation de BlackRock dans Leonardo représente un premier pas vers une influence croissante sur le contrôle de nos infrastructures stratégiques. Bien que la législation actuelle empêche les entités étrangères d'acquérir plus de 3% des actions avec droit de vote, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de danger. En effet, la simple présence d'un géant comme BlackRock dans la gestion de l'entreprise peut orienter les choix stratégiques et les alliances politiques de Leonardo vers les intérêts américains, au détriment de notre autonomie décisionnelle.

La finance américaine et le sacrifice de la souveraineté italienne

Ce n'est pas un cas isolé. Depuis quelque temps, le capitalisme américain s'infiltra dans les infrastructures critiques italiennes avec le soutien tacite ou explicite de nos gouvernements. BlackRock détient déjà des parts significatives dans d'autres entreprises italiennes, telles que Unicredit, Intesa Sanpaolo, ENI, Enel et Generali, renforçant ainsi son contrôle sur l'économie du pays. L'intervention dans le secteur de la défense est cependant particulièrement préoccupante car elle expose l'Italie à une vulnérabilité géopolitique sans précédent.

L'alliance entre la haute finance américaine et les actifs stratégiques italiens n'est pas qu'une question de profit : c'est une véritable opération de conquête silencieuse. Le risque est qu'à l'avenir, des décisions cruciales pour la sécurité nationale soient influencées par des entités étrangères, dont les intérêts pourraient ne pas coïncider avec ceux de l'Italie. Notre pays, de plus en plus lié aux États-Unis, risque de devenir un simple satellite de la politique américaine, perdant ainsi sa capacité à déterminer son propre destin dans un contexte mondial de plus en plus instable.

Elon Musk : un magnat avec trop de pouvoir

À ce scénario inquiétant s'ajoute l'intérêt d'Elon Musk pour l'Italie. L'entrepreneur américain, à la tête de « géants » comme *Tesla*, *SpaceX* et *Starlink*, a déjà manifesté son intention d'étendre son empire en Italie, en tirant parti de ses relations privilégiées avec le gouvernement Meloni. Son attention se porte principalement sur les secteurs des télécommunications et de l'espace, des domaines qui représentent l'avenir des infrastructures mondiales.

Musk n'est pas seulement un entrepreneur visionnaire, mais c'est aussi un acteur géopolitique avec un pouvoir énorme. Le contrôle qu'il exerce via son réseau satellitaire *Starlink*, par exemple, pourrait facilement se traduire par une influence directe sur les communications mondiales, avec des conséquences dévastatrices pour la souveraineté des pays qui dépendent de ses technologies. Si l'Italie permet à Musk d'entrer dans le secteur des télécommunications ou de l'espace, nous risquons de céder une autre partie cruciale de notre autonomie à une figure dont l'intérêt est de renforcer la domination américaine à l'échelle mondiale.

Une étrointe mortelle : les conséquences pour l'Italie

L'américanisation des infrastructures italiennes ne peut être considérée comme un phénomène neutre ou positif. Nous sommes face à une menace pour notre souveraineté, qu'elle soit économique, technologique ou géopolitique. Les secteurs les plus stratégiques, tels que la défense, l'énergie et les télécommunications, tombent progressivement sous le contrôle d'acteurs étrangers qui agissent selon des logiques de pouvoir global et non en fonction des intérêts nationaux italiens.

La présence croissante d'acteurs américains dans nos entreprises stratégiques expose l'Italie à des vulnérabilités dangereuses. Un pays qui ne contrôle pas ses infrastructures critiques est un pays qui ne peut pas déterminer son avenir de manière autonome. C'est la direction que nous prenons et le risque existe que cela devienne irréversible. L'Italie risque de se transformer en une pièce de la stratégie géopolitique américaine, incapable de résister à des pressions extérieures et contrainte d'accepter des décisions qui sapent sa souveraineté.

Il est temps de stopper cette invasion silencieuse !

L'Italie est face à un choix crucial : défendre sa souveraineté ou se soumettre à une dépendance croissante envers les États-Unis et leurs géants financiers et technologiques. Si nous continuons sur cette voie, nous risquons de devenir un pays incapable de protéger ses intérêts stratégiques, laissant d'autres décider à notre place.

Il est essentiel que le gouvernement italien prenne des mesures pour limiter l'influence américaine sur nos infrastructures critiques, en défendant les intérêts nationaux et notre capacité d'autodétermination. L'Italie doit rester un acteur indépendant sur la scène internationale, capable de décider de son propre avenir sans subir des pressions indues de puissances étrangères.

L'américanisation de nos infrastructures est une menace réelle. Le moment d'agir, c'est maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Giuseppe GAGLIANO

Président du Centro Studi Strategici Carlo De Cristoforis

Membre du comité des conseillers scientifiques internationaux du CF2R

[CF2R](#)

Septembre 2024